

Indonésie: Pour la révolution ouvrière!



Manifestation des étudiants indonésiens contre le dictateur Suharto. Après le remplacement du dictateur par son sous-fifre Habibie, la dictature militaire reste en place. Seule la révolution ouvrière pourra balayer le régime capitaliste sanguinaire.

Après plus de trente ans de dictature militaire tyrannique, le règne de Suharto, l'homme fort d'Indonésie venu au pouvoir en 1965-1966 sur la base du massacre d'un demi-million d'ouvriers, de paysans, de communistes et de Chinois, s'est terminé. Après des mois d'inflation galopante et de chômage, dus à la crise économique qui fait rage en Asie du Sud-Est, la colère a explosé quand le gouvernement a, dans le cadre des mesures d'austérité dictées par le FMI, imposé des coupes sombres dans les subventions pour le combustible et autres produits de base nécessaires, ce qui a fait monter les prix de quelque 70 %.

Quand l'armée tua six manifestants, étudiants à l'université d'élite Trisakti, cela provoqua un soulèvement plébéien qui a fait des centaines de morts et détruit des quartiers entiers de la capitale. Les masses des quartiers désespérément pauvres visaient particulièrement les villas et bureaux appartenant à Suharto, à sa famille et à ses protégés. Mais le pillage des magasins et des centres commerciaux a aussi dégénéré en attaques meurtrières contre les magasins et maisons des Chinois. Il y a des signes certains que ces attaques pogromistes ont été encouragées par le régime lui-même pour détourner ainsi la colère populaire vers le racisme anti-Chinois.

Les militaires, qui ont mis en œuvre pendant 32 ans le règne de terreur de Suharto, ont organisé la sortie en douceur du dictateur dont la corruption flagrante avait éveillé l'hostilité de larges secteurs

**A bas les généraux !
A bas les pogromes contre les Chinois !
Indépendance pour le Timor oriental !**

de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, et ils ont installé son subalterne Habibie. Ils avaient permis aux étudiants d'occuper la cour du parlement à Djakarta, car cela facilitait cette sortie en douceur. Après cela, ils se sont empressés d'arrêter les protestations et de restaurer l'ordre. Le remplacement du dictateur indonésien honni par son sous-fifre B.J. Habibie, ne va rien changer pour les masses travailleuses écrasées par le poids de la grave crise économique et par la répression sauvage. **Nous lançons la mise en garde : un régime capitaliste indonésien « réformé » sera tout aussi répressif et sanglant que son prédécesseur et tout autant déterminé à faire payer la crise capitaliste aux masses travailleuses du pays.**

Beaucoup des étudiants qui ont scandé « *Pendez Suharto!* » ont adopté le mythe nationaliste selon lequel les militaires indonésiens seraient « l'instrument du peuple ». En fait, les militaires consolident un régime dont l'objectif est de matraquer davantage encore les ouvriers et les masses rurales appauvries au compte des voutours du FMI. Des millions de gens sont déjà au chômage et les projections indiquent que le taux de chômage atteindra 20 % et l'inflation 50 % cette année, lorsque les diktats du FMI seront appliqués. Déjà aujourd'hui, des milliers de personnes

meurent de faim et, avec l'aggravation des pénuries d'aliments et l'explosion des prix des denrées journalières de base, des millions d'autres vont faire face à l' inanition.

L'afflux massif de capitaux investis par les impérialistes ces 20 ou 30 dernières années a favorisé le développement d'un prolétariat jeune et combatif qui, ces dernières années, s'est lancé dans de nombreuses grèves. A Medan, au nord de Sumatra, les ouvriers se sont joints aux manifestations des étudiants et à d'autres endroits les chauffeurs de bus se sont mis en grève, paralysant les transports urbains. **Il est urgent que le prolétariat, en tant que classe, entre dans l'arène et combatte pour ses propres intérêts et se fasse le champion de tous les opprimés.** C'est ce que la Ligue communiste internationale a souligné dans les manifestations et forums publics qu'elle a organisés aux Etats-Unis, au Mexique, en Grande-Bretagne et en Australie fin mai-début juin. Nous voulons forger un parti internationaliste d'avant-garde du prolétariat indonésien, basé sur la théorie et le programme trotskystes de la révolution permanente. Pour parvenir à l'émancipation du joug impérialiste, pour se débarrasser du régime militaire et assurer la démocratie politique, pour répondre aux besoins quotidiens minimums des masses, il faut que le prolé-

tariat prenne le pouvoir. **A bas les généraux ! Pour la révolution ouvrière en Indonésie !**

Le prolétariat doit prendre sa place à la tête des chômeurs, des masses rurales, des femmes et des centaines de minorités nationales et ethniques brutalement opprimées et doit lutter pour la révolution socialiste contre toutes les ailes de la bourgeoisie capitaliste. C'est la seule façon de satisfaire les aspirations des masses et de briser l'état de l'exploitation et de la domination impérialistes. L'Indonésie est un exemple classique de développement inégal et combiné où une industrie capitaliste moderne coexiste avec une profonde arriération économique. Léon Trotsky, dirigeant bolchévique de la révolution d'Octobre 1917, tirant les leçons de cette expérience, expliquait dans *la Révolution permanente* (1930) : « *Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.* »

Une révolution prolétarienne dans l'archipel indonésien produirait des secousses dans toute l'Asie de l'Est et du Sud-Est, où des centaines de millions de travailleurs ploient sous l'exploitation brutale et l'austérité imposée par le FMI. Elle donnerait aussi un puissant élan à la révolution politique prolétarienne en Chine, où la bureaucratie stalinienne nationaliste est en train de foncer à toute allure vers la restauration capitaliste. Lutter pour que l'Asie devienne socialiste, pour qu'il y ait des révolutions prolétariennes dans toute cette



Indonésie...

Suite de la page 1

région du monde et en particulier dans des bastions impérialistes comme le Japon et l'Australie, c'est une question de vie ou de mort pour les militants prolétariens en Indonésie. Les Etats-Unis et les autres grandes puissances impérialistes, qui ont armé Suharto jusqu'aux dents, chercheraient immédiatement à mettre en branle toute leur puissance financière et militaire pour écraser toute tentative de remise en cause de la domination capitaliste. Les sections de la Ligue communiste internationale se battent pour mobiliser le prolétariat des métropoles impérialistes dans une lutte contre leurs bourgeoisies rapaces. **FMI, impérialistes: Bas les pattes devant l'Indonésie!**

Washington soutient les militaires « démocratiques »

Les Etats-Unis ont été un soutien de premier plan du régime militaire, depuis les massacres anticommunistes de 1965 - pour lesquels la CIA avait procuré aux tueurs de Suharto la liste des gens à abattre - jusqu'à l'armement et à l'entraînement des redoutables bérets rouges de Kopassus qui torturaient et assassinaient ceux qui étaient soupçonnés d'opposition politique. (Voir: «US Trains Indonesian Death Squads» [Les Etats-Unis assurent la formation des escadrons de la mort indonésiens], *Workers Vanguard* n° 688, 10 avril.) Ce que les impérialistes veulent faire maintenant c'est mettre sur pied un régime plus stable et plus sûr, qui puisse appliquer les diktats du FMI et protéger les énormes profits que des entreprises comme Nike et d'autres récoltent grâce à l'exploitation des travailleurs indonésiens à des salaires de misère. Washington se préoccupe également de garder le contrôle sur le détroit de Malaka qui sépare Sumatra de la péninsule malaise et qui est stratégique parce que c'est le moyen le plus rapide d'atteindre le Golfe arabo-persique et son pétrole à partir du Pacifique.

C'est sous la surveillance attentive des services secrets et des militaires américains, britanniques et australiens, par l'intermédiaire des généraux indonésiens qu'ils ont entraînés et armés pendant des dizaines d'années que la « démission » de Suharto a été orchestrée. Le *Sunday Times* londonien (24 mai) rapportait: « Alors que les émeutes submergeaient Djakarta, les hauts responsables américains étaient au téléphone avec les officiers d'état-major indonésiens et les membres des groupes d'élite de Suharto, s'efforçant avec persistance de conseiller la modération et les mettant en garde que si un massacre de manifestants était perpétré, l'Indonésie perdrait l'aide financière internationale et subirait un effondrement économique. »

« La décision de Washington de faire évacuer les Américains par l'armée, qui a déclenché une fuite en masse des hommes d'affaires expatriés, était le signe définitif que l'Amérique avait retiré sa confiance à Suharto. »

Dans un éditorial intitulé « Le crépuscule pour le Président Suharto », le *New York Times* du 15 mai appelait à un « nou-

veau gouvernement composé de dirigeants qui inspirent confiance » et il donnait l'exemple de Kim Dae Jung en Corée du Sud, qui a su « persuader les citoyens d'accepter des mesures que son prédécesseur ne pouvait pas faire passer ». Kim, qui a été élu à la présidence l'an dernier en grande partie grâce à sa réputation d'adversaire du régime militaire précédent, était bichonné depuis plusieurs dizaines d'années par la CIA. Maintenant, il gère l'Etat policier et impose les licenciements en masse et l'austérité dictée par le FMI. Et après avoir soutenu la dictature de Suharto pendant plus de 30 ans, Washington ne dispose pas d'un équivalent de Kim Dae Jung qui attend en coulisse. Tous les discours sur la démocratie en Indonésie que font les impérialistes ne sont qu'une feuille de vigne pour préserver le système brutal d'exploitation maintenu par la répression militaire féroce avec le soutien, comme toujours, des Etats-Unis, et de ses alliés britanniques et australiens.

Une direction ouvrière de lutte de classe aurait organisé le boycott des expéditions d'armement destiné à l'armée indonésienne sanguinaire. Il y a chez les marins et dockers australiens une tradition de solidarité de ce genre: ils ont par exemple refusé de charger ce qui était destiné aux Hollandais pendant la lutte pour l'indépendance de l'Indonésie dans les années 1940; et dernièrement en 1996, ils ont fait un boycott pour exiger la libération de dirigeants ouvriers indonésiens emprisonnés. Mais pour mettre en branle une véritable solidarité internationaliste avec les masses travailleuses indonésiennes il faut un combat politique contre les bureaucraties syndicales qui adoptent les objectifs de leurs maîtres impérialistes. Le gouver-



Quartier chinois de Djakarta en flammes après les émeutes de mai. Le prolétariat indonésien doit combattre la terreur anti-Chinois.

nement travailliste britannique a envoyé plus de 50 chargements d'armes à Suharto l'an dernier et récemment le Parti travailliste australien a voté contre une motion du Sénat qui demandait la libération de militants de gauche emprisonnés par Suharto.

Et si la bureaucratie syndicale procapitaliste de l'AFL-CIO aux Etats-Unis gémit sur les horribles conditions de travail dans les « multinationales » en Indonésie et exprime à l'occasion des « préoccupations » pour les syndicalistes emprisonnés là-bas, ce n'est que pour mieux faire passer son



Suharto (à gauche) remet le pouvoir aux mains de son ancien sous-fifre Habibie (à droite).

chauvinisme protectionniste et répondre aux intérêts plus larges de l'impérialisme américain. Aux Etats-Unis, ce qu'il faut c'est se battre pour que les ouvriers et les minorités rompent avec le Parti démocrate capitaliste du racisme et de la guerre et forger un parti ouvrier révolutionnaire.

La fraude du « pouvoir populaire »

Les médias impérialistes ont fait grand cas du « pouvoir populaire » qui aurait so-disant renversé Suharto, le comparant au remplacement de la dictature discréditée de Marcos aux Philippines en 1986. Selon le *New York Times* du 15 mai, « beaucoup d'Indonésiens sont fascinés par l'expérience d'il y a dix ans aux Philippines,

dont le régime était de plus en plus détesté. Benigno Aquino, qui sortait de l'école de la CIA à Quantico, en Virginie, avait commencé sa carrière politique en participant à la répression de la rébellion Huk dirigée par les communistes à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Il a ensuite servi comme « contrôle » pour la CIA dans une opération clandestine en Indonésie, au nord de l'archipel des Célèbes, qui faisait partie d'une tentative manquée de provoquer une rébellion sécessionniste contre le régime nationaliste de gauche de Sukarno, que soutenaient les communistes.

Les masses des Philippines ne sont pas moins opprimées et exploitées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient sous Marcos. Les militaires sanguinaires qui étaient au service de Marcos sont restés en place. Les masses des villes et des campagnes sont parmi les plus pauvres de toute l'Asie du Sud-Est. La myriade de minorités nationales et religieuses, en particulier les habitants de Mindanao en grande majorité musulmans, continue de souffrir sous la terreur de l'Etat policier. En 1986, nous avions averti que le remplacement du régime corrompu et dictatorial de Marcos par l'équipe « aux mains propres » d'Aquino reviendrait à « substituer une bande de larbins des Américains à une autre. Nous, en tant que marxistes, lançons l'avertissement suivant: méfiez-vous des coups d'Etat made in USA » (*Workers Vanguard* n° 398, 28 février 1986).

La collaboration de classes, c'est la voie vers une défaite sanglante

Il y a parmi les masses des illusions dans les politiciens qui étaient les hommes de main ou qui ont fait le jeu de la dictature militaire, et cela constitue un obstacle à la mobilisation du prolétariat indonésien. Une chaîne syphilitique lie ceux qui prétendent parler au nom du prolétariat et des masses plébiennes à l'« opposition » bourgeoise de Megawati et Rais, qui elle-même est reliée à une aile de l'armée. Le Parti démocrate populaire par exemple appelle explicitement à une alliance avec Megawati et le PPP islamique. Rais, le chef du Muhammadiyah, organisation musulmane de 28 millions de personnes, la deuxième du pays, est un exemple parfait du rôle que jouent les dirigeants islamiques modérés: il en appelle à l'armée pour « protéger les intérêts de la nation » et voit en elle « l'épine dorsale de la communauté » (*Djakarta Post*, 18 avril).

C'est naturel pour des politiciens bourgeois de compter sur l'armée pour « protéger les intérêts de la nation ». Mais ceux qui avancent une telle perspective chez les ouvriers et les masses paupérisées des villes les conduisent une fois de plus à une défaite sanglante comme celle de 1965-1966. Suharto est venu au pouvoir grâce à un massacre anticommuniste perpétré par l'armée et des bandes islamistes réactionnaires, avec la complicité directe de la CIA et de ses chaçals australiens. La

pour éventuellement remplacer Marcos,

Suite page 6

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Xavier Brunoy
Réalisation: Carine Gance
Pages «Spartacus!»: Angélique Scylla
Diffusion: Eric Battaglia
Directeur de publication: Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labor et des industries graphiques.



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Intervention de la LCI contre le marais de la « mort du communisme » à la fête de Lutte ouvrière

Internationalisme prolétarien contre front-populisme chauvin

Lutte ouvrière (LO) avait sa fête annuelle en juin, avec la participation de différents groupes de gauche venus de divers pays d'Europe et d'ailleurs. Il y avait des groupes iraniens comme le WCPI (Parti communiste ouvrier d'Iran), les nationalistes basques d'Herri Batasuna, et diverses organisations se proclamant trotskystes, auxquelles LO donnait des stands pour leur littérature, comme Pouvoir ouvrier et la LCR de Krivine.

Cette année, comme tous les ans depuis 1992 où elle avait été exclue pour son opposition à l'exclusion homophobe d'Act Up par LO, la Ligue communiste internationale (LCI) n'avait pas de stand. Le maintien de cette interdiction par LO est lié à notre opposition au front populaire et à nos dénonciations des capitulations de LO, que ce soit au front populaire ou à toutes les campagnes antisoviétiques des impérialistes qui ont mené à la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. Nous avions une mobilisation internationaliste avec des camarades venus d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, des États-Unis ainsi que de France. Nous avons vendu plus de 200 pièces de littérature et de nombreux abonnements aux journaux de nos diverses sections, en basant notre intervention sur notre document « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » récemment adopté à notre Troisième Conférence internationale, et publié dans notre revue *Spartacist*, éditée en plusieurs langues par le comité exécutif de la LCI.

Avec les interventions de la LCI/LTF dénonçant la capitulation au front populaire de LO et des autres groupes se réclamant du trotskysme, cette fête de LO a été l'occasion pour beaucoup de jeunes, radicalisés par la montée du fascisme et les attaques racistes anti-immigrés du gouvernement Jospin-Gayssot et qui se tournent vers le socialisme, de voir en action le véritable trotskysme opposé au réformisme et au centrisme. Nous avons démasqué une fois de plus les capitulations de LO à sa propre bourgeoisie : refus de défendre les droits démocratiques des Basques quand LO n'a pas permis à l'organisation basque Herri Batasuna, vitrine politique de l'ETA, de parler dans un forum sur la question nationale basque ; écho à la campagne « antidrogue » raciste de la bourgeoisie française quand LO a refusé l'entrée dans la fête à un deuxième génération.

Bien que nous ne soyons autorisés, en règle générale, qu'à intervenir une seule fois dans les débats, nous en avons polarisé plusieurs en dénonçant le « crétinisme parlementaire » que l'on retrouve tout au long de la chaîne siphilitique qui relie LO (et tous les autres groupes) au front populaire. Ce crétinisme parlementaire les fait tous se rallier au front populaire en invoquant l'« antifascisme », désarmant ainsi la



LUTTE OUVRIÈRE

6 mars 1998



Christophe Gin



Orban - Sipa Press

LO veut faire croire qu'elle représente une opposition au front populaire de Jospin-Gayssot. Mais LO fait pression sur ce gouvernement qui matraque les chômeurs (à gauche) et expulse les immigrés. Cette politique pave la voie aux fascistes.

classe ouvrière face au Front national (FN). Nos polémiques ont amené les cadres de LO à admettre et défendre le fait qu'ils ne considèrent pas le FN comme fasciste. Nous avons dénoncé cette position scandaleuse devant les ouvriers immigrés, les deuxièmes générations et les militants de LO qui font face aux attaques meurtrières du FN. Voilà pourquoi la vente de notre presse a été un succès.

Le front populaire pave la voie au fascisme

Dans un des forums les plus suivis, celui qu'a donné Madjiguène Cissé, une des principales porte-parole des sans-papiers lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996, un camarade est intervenu pour dénoncer le caractère raciste de ce gouvernement et comment toutes les organisations présentes ont aidé à le mettre en place. Malgré les vaines tentatives de faire taire notre camarade de la part de dirigeants de LO (aidés pour l'occasion par des militants de la Gauche révolutionnaire qui avaient organisé la claque), notre camarade expliqua la tromperie que représente LO : alors que les jeunes se radicalisent parce qu'ils haïssent profondément le racisme endémique de ce système capitaliste, LO les amène derrière le gouvernement de Jospin qui pave la voie aux fascistes avec les expulsions de masse des immigrés (Madjiguène Cissé a d'ailleurs détaillé, dans sa réponse, l'aggravation de la situation des sans-papiers et leur isolement depuis l'accession au pouvoir du front populaire).

Nous sommes la seule organisation ouvrière qui se soit radicalement opposée au front populaire de Jospin-Gayssot. Tout comme en 1981 où nous n'avons pas

appelé à voter pour Mitterrand, nous n'avons pas appelé à voter pour les Jospin-Gayssot. Un front populaire est une alliance entre les partis ouvriers-bourgeois (PS, PC) et les partis bourgeois (MDC, Verts). Ce type de coalition est fondamentalement bourgeoise et intègre les directions réformistes existantes de la classe ouvrière dans la gestion du capitalisme. Le rôle des partis bourgeois dans un front populaire, c'est qu'ils servent de garantie que la classe ouvrière restera subordonnée à la politique de la bourgeoisie. Historiquement, le front populaire a été utilisé à plusieurs reprises par la bourgeoisie pour sauver le capitalisme face au spectre d'une révolution ouvrière, comme en 1936 et en 1944-47 en France. La LCI se réclame du combat sans concessions de Trotsky contre le front populaire : « Les centristes de gauche le présentent comme une manœuvre tactique ou technique. En fait c'est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. C'est aussi le meilleur critère entre le bolchévisme et le menchévisme » (« Le RSAP et la IV^e Internationale », 15-16 juillet 1936).

Des jeunes peuvent penser que LO représente une opposition socialiste au front populaire : LO a de soi-disant critiqués de gauche du front populaire. Elle présentait aux élections ses propres listes, opposées à Jospin et Hue, qu'elle dénonçait comme allant servir le patronat. Depuis, elle a déploré, par exemple, l'envoie des profits des patrons sous le nouveau gouvernement, pendant que la misère augmente pour les ouvriers ; elle a protesté contre l'expulsion des sans-papiers. Mais la politique de Lutte ouvrière vise à faire pression sur le PCF dans le gouvernement, pour que celui-ci représente les intérêts des ouvriers.

Ainsi, *Lutte Ouvrière*, dans un éditorial du 18 juillet 1997 (n° 1515), annonçait la couleur : « Et le meilleur moyen de ne pas être déçus c'est d'essayer de changer les choses, c'est-à-dire de discuter comment faire pression, ou comment aider les ministres communistes, comme on voudra le dire, mais en tout cas comment agir pour changer la situation sociale. » Comme on a pu le voir, c'est le ministre « communiste » des transports Gayssot qui, durant la grève des routiers en novembre 1997, s'est rendu sur les barrages du Mans pour assurer aux grévistes : « Vous pouvez compter sur nous », quelques heures seulement après que son gouvernement eut envoyé ses flics disperser des barrages. Depuis, Gayssot a cassé la grève des pilotes d'Air France en mobilisant le chauvinisme français autour du Mondial de football. C'est ce genre d'« aide » que la classe ouvrière peut espérer des ministres PCF. Le PC est tout aussi responsable pour les déportations et les crimes sanglants des flics, que le PS et le MDC de Chevènement, ministre de la police. Gayssot est ministre des transports : c'est lui qui est en charge des trains, des bateaux et des avions utilisés pour ces déportations.

Dans le débat avec la Gauche communiste, LO a conseillé à la direction du PCF de reprendre le « plan d'urgence » de LO (plan totalement réformiste) comme programme, ainsi le PCF « verrait remonter son influence et revenir à lui les militants qui l'ont abandonné et ceux qui aujourd'hui baissent les bras », ajoutant que « cela contribuerait à redonner confiance à la classe ouvrière » (*Lutte Ouvrière* n° 1561, 12 juin). Faire pression, conseiller et faire se développer un parti que

Suite page 4

Fête de LO...

Suite de la page 3

Trotsky caractérisait comme passé du côté de la bourgeoisie française depuis le pacte Laval-Staline en 1935!

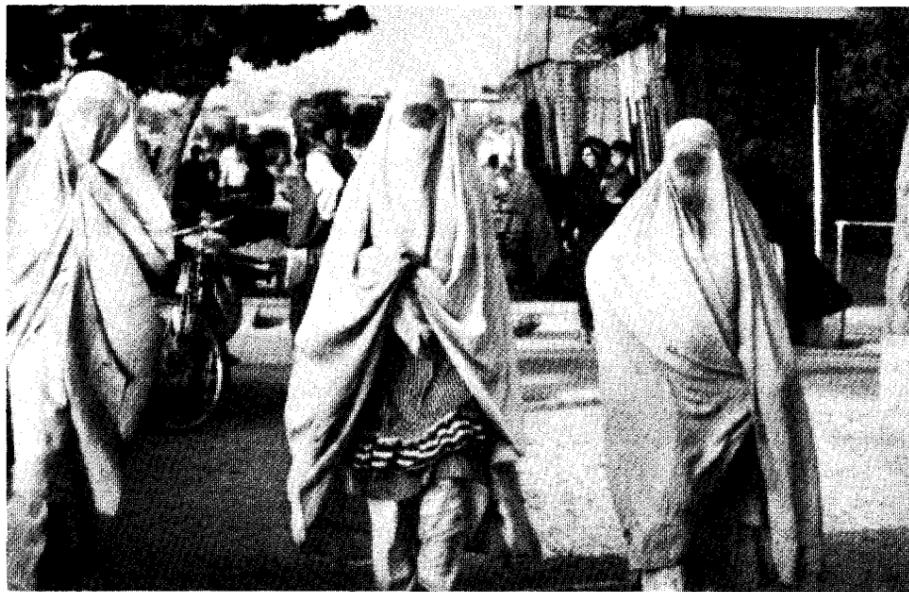
Quant aux militants de l'organisation Pouvoir ouvrier (PO) qui expliquaient, en présence d'un groupe de sans-papiers devant leur stand, qu'ils soutenaient le front populaire «comme la corde soutient le pendu», nous avons rétorqué que ceux qui ont aujourd'hui la corde au cou, ce sont les dizaines de milliers de sans-papiers expulsés ou vivant dans la terreur de l'expulsion maintenant programmée par le gouvernement. Ce gouvernement raciste qui avait dit aux sans-papiers qu'ils pouvaient «compter sur lui», amenant beaucoup à se faire enregistrer et fichier après la victoire de la «gauche», ce qui les rend plus facilement expulsables. Le groupe de sans-papiers fut ravi d'apprendre que nous n'avions pas aidé à mettre en place ce gouvernement et, après cette confrontation avec PO, vint discuter avec nous et acheta le *Bolchévik*.

La soi-disant opposition au front populaire de LO est donc un écran de fumée. Comme l'avouait LO, «les listes que *Lutte ouvrière* présente dans ces élections n'ont pas pour objectif de nuire à la gauche» (*Lutte Ouvrière* n° 1547, 6 mars). Et cet écran s'évapore dès qu'on touche la question du Front national. Dans le forum de Madjiguène Cissé, un de nos sympathisants a posé la question suivante : «Pensez-vous que le FN soit fasciste ou non ?» LO, ayant peur que sa vraie politique soit démasquée devant sa propre base a tout bonnement interrompu le forum une demi-heure avant la fin. Nous avons continué à discuter et vendre notre presse à plusieurs membres de LO, troublés par la position de leur organisation. Car LO a effectivement la position que le FN n'est pas fasciste !

Le front national est fasciste

Mais LO intersecte beaucoup de jeunes qui veulent lutter et en finir avec le FN. Pour essayer de les convaincre, LO avait organisé une table ronde avec la LCR sur la question du fascisme, ce qui est un sujet plutôt inhabituel pour LO. Ce genre de table ronde (qui se déroule chaque année) est en fait un système de protection mutuelle pour ces deux organisations réformistes. Chacune utilise les trahisons de l'autre pour se justifier alors qu'elles n'ont pas une stratégie révolutionnaire face au fascisme, mais une stratégie réformiste. On a pu voir la LCR dénoncer, à juste raison, le refus de lutter contre le FN de LO et leur absence de toutes les manifestations contre le FN, pendant que LO dénonçait, à juste raison, l'utilisation de ces manifestations par la LCR pour donner un soutien inconditionnel au gouvernement raciste.

L'accord fondamental de ces deux organisations est de placer la bataille contre le FN sur le terrain parlementaire et



Sans crédit

LO a participé à des campagnes pour exclure des écoles les jeunes femmes portant le foulard en classe, sous le prétexte de la défense des femmes contre l'oppression du voile. Si l'émancipation des femmes préoccupait tant LO, elle n'aurait pas été du côté des mollahs en Afghanistan, ces intégristes moyenâgeux qui égorgaient les femmes voulant apprendre à lire et ne portant pas le voile.

électoral. Toutes deux avancent dans la classe ouvrière, de façon criminelle, l'illusion qu'un vote pour le front populaire est la solution contre le FN. Ainsi, pour le deuxième tour des législatives en juin 1997, LO déclarait dans son éditorial des bulletins d'entreprise du 26 mai (voir *LO* n° 1508, 30 mai 1997) : «Nous n'appelons pas à voter pour la gauche car nous ne voulons pas être complices des illusions qu'elle peut semer. Car ce sont ces illusions qui ont coûté cher au monde du travail après 1981 [...]. Par contre, dans le cas où il y aurait un duel entre un candidat du Front national et un candidat ou du Parti communiste ou du Parti socialiste, il ne faut pas laisser le candidat du Front national l'emporter.»

Pour lutter contre le Front national, LO (et la LCR) propose tout simplement de voter pour le PS et le PC. Mais quand on vote pour le PS, on vote pour le PS de la guerre d'Algérie ; pour le PS de Mauroy et Mitterrand qui dénonçaient, en 1982, les ouvriers immigrés de Renault-Flins en grève, soi-disant «manipulés par les ayatollahs et Khadafi», donnant ainsi le coup d'envoi à l'ascension de Le Pen ; pour le PS qui a mené des campagnes antisoviétiques et anticommunistes hystériques dont les fascistes n'ont pu que bénéficier et qui ont contribué à l'effondrement de l'URSS ; quand on vote pour le PC, on vote pour les années de campagne chauvine et nationaliste avec leur mot d'ordre «Produisons français !», on vote pour son bulldozer envoyé contre un foyer d'ouvriers maliens à Vitry en 1980, au moment même où le maire de Montigny-lès-Cormeilles (un certain Robert Hue) organisait des manifestations racistes contre des familles marocaines accusées de «dealer de la drogue» !

Le fascisme est un mouvement plébéen qui se développe dans les situations de crise économique, de chômage, quand la

petite-bourgeoisie est paupérisée et que les directions de la classe ouvrière n'offrent aucune issue. Financé par le grand capital, le fascisme mobilise la petite-bourgeoisie et le lumpenproletariat contre des boucs émissaires pour détourner la colère des masses des vrais fauteurs de la crise, les capitalistes. Les premières cibles du fascisme sont les secteurs les plus vulnérables de la classe ouvrière et de la population en général : les Juifs, les immigrés, etc. Malgré sa démagogie anticapitaliste, le but du fascisme est de préserver le capitalisme et d'atomiser la classe ouvrière en détruisant ses organisations. Comme Trotsky l'écrivait dans «Et maintenant?» (1932) : «Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée. Pour cela il ne suffit pas d'exterminer physiquement la couche la plus révolutionnaire des ouvriers. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois-quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats.»

Il faut écraser les fascistes

Le FN n'est pas fasciste «parce qu'il ne s'attaque pas encore aux ouvriers» nous a répondu un cadre de LO dans le forum «capitalisme et immigration», passant à la trappe l'attaque du piquet de grève des routiers à Vitrolles par une bande de neravis fascistes lors de la grève de novembre dernier. Lors de la table ronde LO-LCR, alors que la LCR prônait la liquidation pure et simple dans des groupes comme Ras-le-Front dont le programme maximum est de canaliser la protestation dans le vote pour des fronts populaires, le représentant de LO s'est exclamé qu'ils ne pouvaient pas être «partout» et qu'ils avaient choisi la classe ouvrière. LO ne pouvait entendre par là que la lutte économique des ouvriers blancs. LO «surveille» que le FN n'attaque pas la classe ouvrière (blanche), et pour l'affaiblir, cherche à convaincre les ouvriers influencés par lui.

Pour cela, LO couvre et transforme la démagogie du FN, ses appels au meurtre et sa terreur dans les rues, sur lesquels il recrute, en de simples mauvaises idées. Cité comme témoin au procès contre les assassins d'Ibrahim Ali, Mégret a déclaré à propos des tueurs du FN : «Trois Français qui méritent le respect et qui consacrent une partie de leur existence aux autres, à l'amour de leur pays et à la défense de leur peuple» (*le Monde*, 18 juin). LO, elle, réduit ce meurtre à de la «bêtise» : «Le Pen et Mégret donnent de l'écho aujourd'hui à la bêtise raciste.

Ibrahim est mort, victime de cette bêtise» (*Lutte Ouvrière* n° 1563, 26 juin).

Quand le cortège FN, le 1^{er} Mai 1995, lynche sur son passage Brahim Bouarram, un ouvrier marocain, LO dans un article titré «Un meurtrier raciste par influence» prétend qu'il est possible que le tueur ait agi «en marge du FN» et que «le FN n'a pas, pour l'instant comme politique de s'en prendre physiquement aux travailleurs immigrés» (*Lutte Ouvrière* n° 1558, 22 mai). Ces déclarations excusent les assassins ! Nous sommes intervenus avec force dans le forum «capitalisme et immigration» en demandant «Qui a tué Brahim Bouarram ?» Le silence repoussant de LO là-dessus a écoeuré plus d'un participant au forum, notamment d'origine immigrée, qui ont ensuite acheté notre presse. Ces prises de positions ne sont pas des «erreurs», mais elles résultent du populisme de LO s'adressant aux couches les plus arriérées du prolétariat, y compris ceux qui sont «atteints» par les «idées» du FN. Mais recruter ou discuter avec des membres du FN (parce qu'ils sont ouvriers) est frontalement contrepesé au recrutement des cadres communistes parmi la classe ouvrière, les femmes, les immigrés, les homosexuels et toutes les minorités opprimées par le capitalisme.

Il n'est donc pas étonnant que LO ait à sa traîne des groupes comme Voix des Travailleurs (VdT), exclu de LO mais qui n'a jamais rompu avec l'économisme et le populisme de LO. VdT écrivait lors du procès de Lagier, le meurtrier d'Ibrahim Ali, ancien membre de l'OAS et militant du FN, que celui-ci «est une victime, victime de la sale guerre menée par la bourgeoisie française contre le peuple algérien, victime hier des démagogues de l'OAS, aujourd'hui manipulé par les démagogues d'extrême droite» (VdT n° 47, 18 juin) !

Après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, ce sont les sociaux-démocrates (en France, le PC tout comme le PS) qui sont en charge de la destruction des acquis ouvriers de l'«Etat-providence», toutes ces mesures mises en place au sortir de la Deuxième Guerre mondiale pour paralyser les classes ouvrières face aux menaces de révolutions ouvrières. La déportation des immigrés par le gouvernement de Jospin-Gayssot et le chômage astronomique encouragent encore plus les fascistes de Le Pen. Les tâches les plus urgentes aujourd'hui - depuis des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper la montée des fascistes jusqu'à l'opposition aux attaques capitalistes contre les immigrés et l'organisation de grèves victorieuses - exigent une lutte intransigeante contre les traîtres de classe sociaux-démocrates et leurs larbins réformistes et centristes. Cela signifie qu'il faut forger un parti révolutionnaire en scissionnant la base ouvrière du PS et du PC dans la lutte de classe, et en gagnant cette base à un programme révolutionnaire.

Nous reconnaissons que le chômage, le racisme anti-immigrés et le fascisme sont tous partie intégrante du capitalisme, et que seule une révolution socialiste peut balayer ces maux une fois pour toutes. Par conséquent ; toutes les luttes contre le fascisme doivent se situer dans la perspective de préparer cette révolution socialiste. LO n'a pas un programme pour écraser le fascisme parce qu'elle a un programme réformiste qui se révèle dans sa politique de pression sur le gouvernement de front populaire en faisant pression sur le PC pour essayer d'avoir un capitalisme avec un visage plus humain.

LO : lieutenants ouvriers du capital

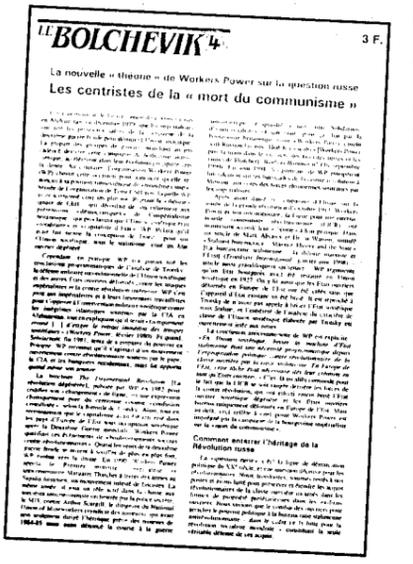
LO se vante souvent de son implantation dans les entreprises. Etre implantés dans la classe ouvrière est une question fondamentale pour les révolutionnaires. Mais le programme réformiste avec lequel LO intervient dans la classe ouvrière fait de LO un obstacle à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Leur rôle dans la dernière longue grève des enseignants de la Seine-Saint-Denis (93), dans laquelle de

Supplément au « Bolchévik »

Dans ce supplément, nous démontrons comment Workers Power (organisation britannique liée à Pouvoir ouvrier en France) a récemment jeté par-dessus bord toutes les références, qu'elle faisait pour la forme, à l'analyse de Trotsky que l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré. En redéfinissant l'Etat soviétique comme « bourgeois » au moins depuis 1927, elle justifie ainsi a posteriori son soutien et sa participation aux barricades contre-révolutionnaires érigées par Eltsine en août 1991.

3 FF

Pour toute commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10



nombreux militants de LO de ce secteur se sont battus, en est un clair exemple. Cette grève s'est développée quasi spontanément, après que le rapport Fortier sur « Les conditions de réussite scolaire en Seine-Saint-Denis », établi à la demande du ministre Allègre, ait été publié. Ce rapport mettait en relief l'insuffisance totale du budget voté auparavant par le ministère de l'Éducation pour un des départements les plus sinistrés. Et l'Éducation nationale n'est qu'un aspect de la paupérisation de ce département.

Dans un forum consacré à cette grève, le responsable de LO a été capable (comme leur journal l'a fait pendant plus de deux mois) de faire une présentation de 20 minutes sans mentionner une seule fois ni les immigrés et leurs enfants, ni les flics, c'est-à-dire les questions cruciales pour les révolutionnaires. Si le 93 est la lanterne rouge pour l'éducation en France, c'est le reflet de la politique antiouvrière et raciste de l'État français contre cette population à forte proportion ouvrière et immigrée. Pendant cette grève, le programme maximum de LO, c'était de canaliser la colère justifiée des enseignants, des collégiens et lycéens, des chômeurs, en pressions pour qu'Allègre lâche suffisamment de miettes pour que LO puisse faire reprendre le travail aux grévistes: « Il ne tient pourtant qu'au ministre "socialiste" Allègre que le mouvement prenne fin: en donnant les moyens d'un vrai plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis (20 élèves par classe en collège, 25 en lycée, soit en tenant compte du primaire quelque 5 000 postes). Car c'est en s'obstinant à n'accorder que des mesures dérisoires, au mépris de l'avenir des enfants (300 postes sur 2 ans sans même un budget arrêté), qu'Allègre contraint les enseignants et les parents à continuer la lutte » (Lutte Ouvrière n° 1553, 17 avril).

Le débat sur la grève des enseignants du 93 s'est achevé dans la confusion après notre intervention percutante: en effet nous montrions que ces gens-là sont ceux que Lénine appelait les lieutenants ouvriers du capital, chargés de faire la police dans le mouvement ouvrier pour le compte des patrons. Nous avons rappelé que pendant que LO et LCR « aidaient » le gouvernement à contenir la grève nous disions la vérité aux grévistes sur le gouvernement. Nos sympathisants expliquaient le racisme du gouvernement Jospin-Gayssot et son rôle de briseur de grève, à l'heure où les rivalités interimpérialistes s'exacerbent et que PC et PS mettent en place l'austérité antiouvrière. Dans l'« Europe de Maastricht », l'heure est aux restrictions budgétaires tous azimuts.

Nos sympathisants ont mis en avant dans les AG de grévistes la question immigrée. Cette question est cruciale pour la révolution, car il faut lutter contre le consensus raciste qui rongé l'intégrité du mouvement ouvrier et ses capacités révolutionnaires. Ils ont avancé la revendication de l'abrogation du premier article de la fonction publique, un article raciste qui interdit l'accès aux étrangers et qui est l'application de la préférence nationale dans la fonction publique. Ils ont soulevé le mot d'ordre de « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! » Le programme que nous avons mis en avant dans cette grève, c'est celui de la révolution socialiste et de la conscience qui permettra au prolétariat d'y accéder avec le parti révolutionnaire d'avant-garde.

Au contraire, LO et LCR ont canalisé la combativité en des pressions sur le front populaire. Ces groupes avaient prouvé leur utilité à la bourgeoisie en aidant à la reprise du travail dans les grèves du transport de décembre 1995. Ils avaient obtenu ensuite maintes promotions dans les appareils syndicaux.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas quand elle finance les groupes d'« extrême gauche » qui lui servent de soupape de sécurité dans les luttes sociales. Qui paie les violons choisit la musique – et c'est pourquoi nous, communistes de la LCI, n'acceptons jamais aucun subside de l'État. Quant à

LO, elle reconnaît officiellement qu'elle touche des millions de francs du ministère de l'Intérieur pour sa participation aux élections. Comme nous le disions à l'entrée de la fête de LO en protestant contre l'exclusion raciste d'un jeune Maghrébin: LO accepte les millions de Chevènement, et refuse le billet d'un deuxième génération.

Nous sommes le parti de la Révolution russe

Toute la fête de LO était marquée par l'ambiance de la « mort du communisme », alimentée par le gouvernement PS-PC. Comme nous l'avons écrit dans notre déclaration de principes internationale: « La "question russe" a été la question politique déterminante du XX^e siècle et la pierre de touche pour tous les révolutionnaires. Nous, trotskystes, sommes restés à notre poste et nous nous sommes battus pour



Washington, 27 novembre 1982 – À l'initiative de la Spartacist League/US, 5 000 manifestants, en majorité noirs et dont beaucoup de syndicalistes, chassent le Ku Klux Klan de Washington au cri de « Nous avons stoppé le Klan! » Des mobilisations ouvrières/immigrées doivent stopper la montée des fascistes!

préserver et étendre les acquis révolutionnaires de la classe ouvrière alors que toutes les autres tendances de la planète ont capitulé devant la pression idéologique de l'anticommunisme impérialiste. Notre défense de l'URSS s'est par-dessus tout exprimée dans notre combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre partout dans le monde. Les réformistes et les centristes de toutes sortes ont aussi une responsabilité dans la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique.»

Pour les réformistes et les centristes, minimiser l'importance de la question de la Révolution russe est le moyen de justifier leur rôle dans la campagne antisoviétique impérialiste des années 1980. Par exemple Workers Power, organisation britannique liée à Pouvoir ouvrier en France, a récemment jeté par-dessus bord toutes les références qu'elle faisait, pour la forme, à l'analyse de Trotsky que l'Union soviétique était un État ouvrier dégénéré. En redéfinissant l'État soviétique comme « bourgeois » au moins depuis 1927, elle justifie ainsi a posteriori son soutien et sa participation aux barricades contre-révolutionnaires érigées par Eltsine en août 1991, lorsque celui-ci a pris le pouvoir pour détruire l'État ouvrier dégénéré et ce qui demeurait encore des acquis de la révolution d'Octobre (voir notre supplément « La nouvelle "théorie" de Workers Power sur la question russe – Les centristes de la "mort du communisme" »). En 1991, la LCI avait au contraire appelé les ouvriers soviétiques à balayer les barricades d'Eltsine dans l'objectif de défendre l'Union soviétique et restaurer le pouvoir politique de la classe ouvrière au moyen d'une révolution politique prolétarienne. Aujourd'hui encore, nous sommes à notre poste pour lutter contre la contre-révolution capitaliste dans laquelle sont engagés les staliniens chinois corrompus, ainsi que dans les États ouvriers déformés restants, à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord. La bataille pour la révolution politique ouvrière en Chine a d'énormes enjeux internationaux. Son issue aura un impact sur les autres États ouvriers déformés et

dans les pays asiatiques (comme l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, etc.) où un jeune prolétariat combatif a émergé et peut jouer un rôle important.

PO en France, après bien des mois de pesant silence, a fini par se rallier, bien que seulement du bout des lèvres, à la position révisionniste de ses cousins britanniques. PO, qui annonçait pompeusement sur la question russe « répondre à ce défi majeur pour le marxisme, sur le plan théorique et programmatique » (PO n° 47), n'avait pas jugé nécessaire d'organiser un forum à la fête de LO pour éclairer le public. Nous avons en fait remarqué que les membres de PO que nous avons interpellés sur cette question devant leur stand avaient des difficultés extrêmes à défendre leur « nouvelle » position et étaient plutôt muets sur la question.

Nous avons également avancé, dans le forum que Workers Power/Pouvoir ouvrier

avaient organisé sur l'Irlande du Nord, combien leur loyalisme servile et leur vote à Tony Blair en Grande-Bretagne était un vote pour le soi-disant accord de « paix » impérialiste en Irlande. Un tel accord n'était que l'application des promesses du programme de Blair. Nous avons souligné les crimes des travaillistes, de la guerre de Corée dans les années 1950 à l'Irak dans les années 1990, en passant par l'Indonésie en 1965: s'opposer à l'impérialisme britannique et défendre les États ouvriers déformés, c'est s'opposer au travaillisme.

Pour la première fois cette année, la fête de LO accueillait la Fraction Révolution Permanente/Internationalist Group (FRP/IG), une poignée de renégats de notre organisation qui, sous les pressions de cette période de réaction post-soviétique, ont déserté pour rechercher d'autres forces sociales que le prolétariat pour construire le parti léniniste. Leur groupe

brésilien, la LQB, avait cherché à contrôler par le haut un syndicat bourré de flics, sans fraction communiste à la base. Il a entraîné ce syndicat devant la justice bourgeoise, comme leurs concurrents l'ont fait.

Leur *l'ider maximo* avait donné un discours à l'université de Humboldt, à Berlin, dans lequel il rampait devant les bureaucrates staliniens et avait fait disparaître le rôle de la LCI en tant que direction révolutionnaire pour la révolution politique prolétarienne potentielle et contre la contre-révolution dirigée par les staliniens en 1989-90. Leurs dernières recrues ont été la Fraction Révolution Permanente, en France, qui confondait la combativité de la classe ouvrière avec la conscience révolutionnaire et niait ainsi la nécessité d'un parti révolutionnaire. Cette ligne de combativité les a amenés à faire pression sur le front populaire Jospin-Gayssot au lieu de mobiliser le prolétariat pour le renverser de façon révolutionnaire (voir notre article « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique » dans le *Bolchévik* n° 145).

Mais si la FRP/IG, exclue de nos rangs, se réclame de la continuité du spartacisme, LO se s'est pas trompée sur ses appétits opportunistes: la LCI n'a pas droit de cité dans la fête de LO mais l'antispartacisme de la FRP/IG lui donne tout droit d'entrée avec stand à la fête des renégats du trotskysme. Il est d'ailleurs à noter qu'aucune intervention contre LO n'a été faite par la FRP/IG dans aucun des forums.

Nous parlons d'une chaîne syphilitique qui relie tous ces groupes au gouvernement impérialiste: les IG adorent la Bolshevik tendency et PO, qui poursuit VdT de ses faveurs, VdT étant elle-même à la remorque de LO qui fait pression sur Robert Hue. Sans compter la LCR de Krivine qui vote toujours PS pour « battre la droite ». La LCI a, au contraire, présenté à la fête de LO le programme trotskyste sans concession, et la LTF, section française de la LCI, a montré combien elle était revigorée par sa récente lutte fractionnelle (voir notre brochure reproduisant les documents de cette bataille).

Les droits démocratiques et la question nationale: LO du côté de la bourgeoisie française chauvine

La classe ouvrière est la seule classe à avoir la puissance sociale pour libérer l'humanité de l'oppression. C'est le devoir de l'avant-garde prolétarienne et de son parti de lutter pour l'unité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme, et pour unir l'avant-garde de toutes les couches opprimées derrière le prolétariat dans la lutte pour le socialisme. Ce sont des leçons que la LCI tire de l'histoire en s'efforçant de réaliser les principes de Marx ainsi que Lénine et Trotsky – qui ont

Suite page 11

Bulletin de la LTF

Ce bulletin contient des documents qui éclairent les discussions et débats que nous avons menés avec la Fraction Révolution Permanente dans la LCI et la LTF, d'août 1997 à janvier 1998. Il fait suite aux articles traduits en français que nous avons rassemblés dans la collection « La vérité sur l'Internationalist Group » qui documente la défection du trotskysme de l'Internationalist Group et la trahison de classe au Brésil de la LQB. La FRP a rejoint l'IG et la LQB immédiatement après son exclusion de la LTF pour rupture de discipline en janvier.

Mai 1998

25 FF

Pour toute commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

La vérité sur l'Internationalist Group

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

FRP/IG:
Une défection pabliste de la LTF

La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique

Documents de la lutte fractionnelle dans la LTF

Indonésie...

Suite de la page 2

terreur qui fut déclenchée en octobre 1965 écrasa le Parti communiste indonésien (PKI), qui était le parti communiste le plus grand du monde capitaliste, avec 3 millions de membres et 14 millions de sympathisants dans les organisations syndicales, paysannes, de femmes et de jeunes.

Cet horrible carnage a été une leçon de choses sur le danger mortel de la collaboration de classes. Le PKI, qui basait son programme sur le schéma menchévique stalinien de la révolution par étapes, s'opposait à la lutte pour la révolution prolétarienne : la révolution par étapes consiste à mobiliser les ouvriers pour mettre les nationalistes bourgeois au pouvoir comme première étape, qui se termine toujours par le massacre des ouvriers et des communistes. D.N. Aidit, le dirigeant du PKI, clamait : « Vive Sukarno ! Vive le PKI ! » Le PKI prêchait l'« unité nationale » avec les nationalistes bourgeois au pouvoir, les autorités musulmanes et les officiers de l'armée et cela avec la bénédiction de ses mentors staliniens à Moscou et surtout à Pékin. Le PKI avait obtenu un certain nombre de postes ministériels dans le gouvernement de Sukarno, et soutenait sa stratégie du « Nasakom », alliance entre les nationalistes bourgeois, les groupes islamiques et les « communistes ». Ce front populaire nationaliste enchaînait le prolétariat à son ennemi de classe.

A maintes reprises, le PKI avait interdit des grèves, réprimé des protestations paysannes et prôché la confiance en Sukarno et ses généraux. Le PKI, qui s'était engagé à « mettre en pratique la coopération entre le peuple et les forces armées, en particulier la police » a ainsi aidé à renforcer ce même appareil de répression qui a servi à massacrer ses militants. Après un coup d'Etat contre-révolutionnaire en octobre 1965, dirigé par Suharto, les généraux se sont attaqués au Parti communiste tandis que Sukarno fermait les yeux devant le massacre de ses



La bourgeoisie de Java tient la prison des peuples en Indonésie. Ci-dessus, une victime de la terreur militaire au Timor oriental.

« la possibilité de plus en plus objective – étant donné l'énorme capacité industrielle et militaire de l'Union soviétique – d'un accord entre les Etats-Unis et la Chine ». Et en effet, cet accord allait bientôt être consommé par l'alliance réactionnaire antisoviétique entre l'impérialisme américain et la Chine de Mao. Au fil des ans la bureaucratie de Pékin, basée sur la paysannerie, est passée de l'autarcie utopique du « Grand Bond en avant » des années 1950 et de la frénésie bureaucratique de la « Révolution culturelle » des années 1960 à l'évangile de Deng Xiaoping et ses successeurs : « Enrichissez-vous. » Le règne du stalinisme chinois a aujourd'hui mené le pays au bord du gouffre. Le choix tel qu'il est posé est soit le retour à l'esclavage capitaliste soit la révolution politique prolétarienne basée sur le programme du communisme internationaliste.

Les forces paysannes de Mao avaient pu culbuter le régime du Guomindang, faible et en pleine désintégration, malgré le programme collaborationniste du PCC.

tiens pour la plupart et représentent 5 % de la population du plus grand pays musulman du monde, ont été facilement désignés comme les boucs émissaires de la pauvreté extrême des masses indonésiennes. Pourtant, les Chinois constituent une partie importante du prolétariat dans toute l'Asie du Sud-Est et ils ont, par le passé, joué un rôle important dans les luttes ouvrières.

En février dernier, Suharto a demandé aux chefs religieux musulmans de déclarer une « guerre sainte » contre les « spéculateurs », déclenchant ainsi de nouvelles attaques contre les Chinois. En mars, la chaîne de télévision britannique ITN rapportait que les forces de sécurité avaient organisé un pogrome sur l'île de Lombok. Le *Sunday Times* de Londres (17 mai) indiquait que l'unité militaire « Kostrad », qui serait responsable des meurtres des étudiants de Trisakti, est aussi celle qui a encouragé les attaques contre les maisons et les magasins chinois à Djakarta la semaine dernière. Le commandant de Kostrad était le lieutenant général Prabowo, gendre de Suharto. Fanatique islamiste, il était auparavant à la tête du fameux Kopassus et, quelque temps avant ce pogrome, avait laissé entendre qu'il serait temps que les Indonésiens « reprennent le contrôle de leur économie ». Depuis, le général Wiranto, formé aux Etats-Unis, l'a purgé pour consolider son pouvoir. Ces incidents soulignent l'importance, pour les ouvriers indonésiens, de prendre la défense de la minorité chinoise persécutée, dans le cadre de leur lutte contre les oppresseurs capitalistes aux mains pleines de sang.

L'Indonésie et la révolution permanente

Selon la presse bourgeoise, les protestataires étudiants ont été soutenus par toute une série de forces, y compris des gens qui ont participé aux massacres anticommunistes de 1965-66. L'image de Michel Camdessus, hautain directeur du FMI, debout derrière Suharto, l'homme fort d'Indonésie, en train de signer l'accord humiliant avec les banquiers du monde, a galvanisé l'« unité nationale ». Mais par-delà la colère commune contre Suharto et les hyènes impérialistes, il y a des intérêts de classe diamétralement opposés. Des couches importantes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie détestent le régime à cause de son népotisme et de sa corruption : la famille Suharto aurait amassé une fortune de plus de 30 milliards de dollars, c'est-à-dire le septième de l'économie nationale. Pour le prolétariat et les masses paupérisées des villes et des campagnes, la question c'est tout simplement la survie économique.

Dans l'année qui vient de s'écouler le chômage est monté en flèche, jetant sur le pavé 8 millions de sans-travail. Selon les estimations, à la fin de cette année, près de la moitié de la population active du pays, qui se monte à 90 millions, aura un revenu trop faible pour assurer les besoins quotidiens fondamentaux. Un mécanicien de Djakarta estimait que les récents soulè-

vements résultaient « du fossé profond qui existe entre les riches et les pauvres » et ajoutait : « Il va falloir changer la façon dont le pays est gouverné. » Et le *New York Times* remarquait le 18 mai que dans les bidonvilles de la capitale, les jeunes chômeurs oisifs « semblent moins intéressés par les batailles politiques que par les batailles de classes ». Mais piller les magasins c'est seulement s'approprier quelques articles de consommation ; ce qu'il faut c'est exproprier les moyens de production.

Pour pouvoir répondre à ne serait-ce qu'un seul des besoins profondément ressentis des masses, le prolétariat doit arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie nationale, l'exproprier de ses possessions et de celles des impérialistes. L'Indonésie a formellement obtenu son indépendance en 1949, avec Sukarno et les nationalistes, après des siècles de domination coloniale hollandaise. Sous le colonialisme hollandais, il n'y avait pas à proprement parler de prolétariat moderne. Dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, les dirigeants communistes Tan Malaka et Henricus Sneevliet avaient une stratégie vouée à la défaite qui était basée sur des blocs politiques et des arrangements avec les « nationalistes révolutionnaires ». Ils ont fait de l'entrisme dans le Sarekat Islam, un parti nationaliste bourgeois (et anti-Chinois) et ont même défendu le pan-islamisme qui soi-disant correspondait « à la lutte de libération nationale ». Dans la *Révolution permanente*, Trotsky expliquait : « Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses. [...] Un pays colonial ou semi-colonial arriéré dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est de ce fait même incapable de mener à bien la révolution démocratique. »

L'Indonésie est aujourd'hui encore une néo-colonie de l'impérialisme, qui y puise des ressources naturelles et une main-d'œuvre bon marché. Et elle est bouillonnante de contradictions nationales et sociales non résolues. Mais ce qui a changé c'est l'émergence d'un prolétariat jeune qui a donné une indication de sa puissance potentielle lors d'une série de grèves qu'il a menées depuis le début des années 1990, dont beaucoup dans la ceinture industrielle de Djakarta-Bogor-Tangerang-Bekasih, dans le Java central. C'est cette la force sociale qui peut renverser la dictature militaire et mettre fin à l'oppression brutale des femmes et des minorités nationales et religieuses. Il n'y a pas d'aile « démocratique » de la bourgeoisie, et dans des pays économiquement arriérés et dépendants, accablés par l'exploitation impérialiste et l'extrême pau-



Sukarno (à gauche) remet, en 1967, le pouvoir au général Suharto, qui organisa en 1965-66 le massacre des anciens « alliés » communistes de Sukarno.

anciens alliés. La terreur a paralysé le PKI et les masses ouvrières et paysannes qui le soutenaient. A l'époque, nous écrivions : « Les travailleurs d'Indonésie sont en train de payer de leur vie la trahison de la direction du Parti communiste pro-Chinois d'Indonésie fort de trois millions de membres » (*Spartacist* édition anglaise n° 5, novembre-décembre 1965).

Au moment du bain de sang de 1965-66, Pékin n'a même pas voulu protester contre la destruction du PKI, son plus loyal soutien. Après le massacre, Washington devint ouvert à un rapprochement avec la Chine, en particulier parce que le désaccord entre Pékin et le régime stalinien également nationaliste de Moscou était devenu une scission ouverte. En justifiant un éventuel changement de la politique américaine vis-à-vis de la Chine, le secrétaire d'Etat Dean Rusk se réjouissait : « Nous savons – le monde entier sait – que les communistes chinois ont subi un revers dans les 14 derniers mois [...]. Ils ont subi un revers majeur en Indonésie – le Parti communiste d'Indonésie a été décimé. »

Dans un document de 1969, la Spartacist League/US mettait en garde contre

Mais, en Indonésie, ce programme mena à la destruction du PKI face à l'Etat capitaliste indonésien qui était relativement fort et disposait d'une armée unie. Le PKI et ses protecteurs chinois avaient beau tenir Sukarno pour un « anti-impérialiste », celui-ci abandonna allègrement ses anciens « alliés » communistes.

Dans la période qui a suivi, les militants et intellectuels de gauche qui avaient réussi à échapper au carnage ont été jetés dans les geôles de Suharto pour de longues années. Vingt-cinq ans après on exécutait encore des dirigeants du PKI en Indonésie. En 1965-1966, des milliers de Chinois vivant en Indonésie ont aussi été assassinés. Après les massacres, Suharto ferma les écoles et les journaux de langue chinoise, et interdit même l'écriture chinoise. Les Chinois sont virtuellement bannis du système politique, de la fonction publique et du monde universitaire. En même temps, les intérêts financiers du clan Suharto, immensément riche, sont profondément mêlés à ceux d'une minuscule élite chinoise qui contrôle 70 à 80 % de l'économie du pays. Cela explique pourquoi tous les Chinois du pays, qui sont chrê-

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévique
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévique
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47.

vreté, il ne peut y avoir de véritable démocratie sous le capitalisme. Il faut faire prendre conscience au prolétariat de son rôle historique à la tête des masses déposées, et de fossoyeur de ce système d'exploitation capitaliste. C'est la tâche d'un parti d'avant-garde léniniste trotskyste que d'introduire cette conception dans la classe ouvrière.

Avec la crise économique qui sévit en Asie du Sud-Est, des centaines de milliers d'ouvriers immigrés ont été sauvagement expulsés d'un pays après l'autre. Les militants ouvriers doivent s'opposer à toutes les expulsions et exiger les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. En Indonésie même, il y a des centaines de minorités nationales et ethniques opprimées par la bourgeoisie javanaise. C'est particulièrement évident au Timor oriental, où des massacres ont lieu de façons répétées. Les révolutionnaires prolétariens en Indonésie doivent soutenir le droit à l'autodétermination des nations opprimées. **Pour l'indépendance du Timor oriental !**

Pour contrer les plans des impérialistes, de l'« opposition » bourgeoise et de l'armée qui veulent imposer un nouveau régime d'Etat policier, avec peut-être un nouveau « parlement » trié sur le volet, dans le sillage de Suharto, nous avançons le mot d'ordre d'assemblée constituante révolutionnaire et nous nous opposons à l'interdiction des partis politiques. Lorsqu'il avança ce mot d'ordre en Chine après la répression de la Révolution de 1925-1927 par le Guomindang nationaliste bourgeois, Trotsky a expliqué comment il fallait lier la lutte pour une assemblée constituante à la perspective du pouvoir prolétarien : « *Le Parti communiste peut et doit formuler le mot d'ordre d'une Assemblée constituante ayant pleins pouvoirs, élue par le suffrage universel, égal, direct et secret. Au cours de l'agitation qui sera menée en faveur de ce mot d'ordre, il faudra évidemment expliquer aux masses qu'il est douteux qu'une pareille assemblée soit convoquée, et que même si elle l'était, elle serait impuissante aussi longtemps que le pouvoir matériel resterait aux mains des généraux du Guomindang.* »

Tant sous Sukarno que sous Suharto, le régime nationaliste imposait aux femmes beaucoup d'éléments de la loi islamique : l'avortement est interdit, et le rôle de la femme, cantonnée à la maison en tant qu'esclave domestique de son mari, est codifié par la loi. Suharto, pour stabiliser la société a renforcé l'emprise des musulmans conservateurs en rendant l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques et en augmentant le pouvoir des tribunaux islamiques. Le rôle qu'a joué Amien Rais montre que l'Islam est un facteur politique de plus en plus important, qui ne peut qu'être une force de la réaction prenant pour cibles particulières les femmes et les minorités religieuses.

Cette profonde oppression des femmes a, en même temps, poussé la nouvelle génération d'ouvrières aux premières lignes de la lutte des classes (cf. « Women Workers and the Fight for Socialist Revolution: Indonesia Seethes Under IMF Austerity » [Les ouvrières et la lutte pour la révolution socialiste : l'Indonésie bouillonne sous l'austérité du FMI], *Workers Vanguard* n° 688, 10 avril). Le prolétariat doit se battre pour la séparation de la religion et de l'Etat, s'opposer à la réaction théocratique et à toute discrimination contre les minorités religieuses. Nous réclamons l'avortement libre et gratuit et les soins médicaux gratuits pour tous dans le cadre de notre lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste.

Comme dans tous les pays sous-développés, la bourgeoisie indonésienne est attachée par des milliers de liens aux impérialistes et elle est incapable de remplir les tâches associées aux révolutions bourgeoises européennes des XVIII^e et XIX^e siècles telles que la démocratie politique, la révolution agraire ou l'émancipation nationale. Dans le programme de la révolution permanente qu'il a élaboré, Trotsky souligne qu'à l'époque impérialiste

Piquets de protestation de la LCI Pour la révolution ouvrière en Indonésie !



Au moment où s'élevaient les protestations contre la dictature en Indonésie, la LCI a mené une campagne internationale. Piquets à Sydney (Australie) en haut, à Boston (USA) à gauche et à Londres (à droite).

ces tâches ne peuvent être accomplies que par la prise du pouvoir par le prolétariat. On ne pourra empêcher l'impérialisme d'intervenir et on ne pourra surmonter l'arriération économique du « tiers monde », que si on fait le lien entre cette lutte et le combat pour la révolution socialiste internationale, en particulier dans les pays industriels avancés.

Cette perspective a été confirmée positivement et négativement par l'expérience de l'Union soviétique. La Révolution bolchévique de 1917 a opéré une véritable transformation de la Russie arriérée, dont la population était en grande majorité paysanne et qui était une prison des peuples sous le régime tsariste despotique. Mais 70 ans de stalinisme, pendant lesquels de nombreuses possibilités révolutionnaires ont été trahies partout dans le monde au nom du « socialisme dans un seul pays », ont mené à la liquidation de la révolution d'Octobre. Cette ultime trahison stalinienne ne fait que souligner la nécessité d'un programme révolutionnaire internationaliste pour le pouvoir prolétarien.

Du point de vue étroit de l'archipel indonésien, les chances de mettre le prolétariat au pouvoir face à l'hostilité des impérialistes peuvent sembler bien minces. Mais la révolution socialiste en Indonésie pourrait servir d'étincelle à la lutte de classe dans toute la ceinture du Pacifique, surtout avec les troubles économiques qui frappent cette région du monde, en particulier en Thaïlande et en Malaisie. Les liens entre les prolétariats de ces pays sont concrets : il y a dans la région des millions de travailleurs migrant d'un pays à l'autre. La Corée du Sud est une poudrière avec sa classe ouvrière très combattive qui bouillonne sous la menace de millions de licenciements. Et au Japon, le bastion industriel de la région, la bourgeoisie qui essaye de freiner une crise économique et financière de plus en plus profonde envisage de licencier en masse les travailleurs.

Le destin des masses indonésiennes est particulièrement lié aux événements en Chine. La bureaucratie de Pékin a une responsabilité directe dans le cours désastreux qu'a pris le PKI maoïste. C'était une trahison de la révolution socialiste qui n'a servi qu'à isoler encore plus l'Etat ouvrier déformé chinois. Maintenant, les staliniens chinois poussent à fond vers la restauration capitaliste, provoquant une vague de luttes de la part des ouvriers. La lutte pour une révolution politique prolétarienne qui chasse la bureaucratie stalinienne et stoppe la contre-révolution capitaliste est au centre de toute perspective révolutionnaire dans la région. Appeler à la défense militaire inconditionnelle de la Chine et des autres Etats ouvriers déformés - la Corée

du Nord, le Vietnam et Cuba - contre les attaques capitalistes et la contre-révolution interne, est quelque chose de crucial pour les militants prolétariens en Indonésie et ailleurs.

Il faut forger un parti léniniste trotskyste

Les luttes des ouvriers ont conduit à la création d'un certain nombre de syndicats ces dix dernières années. Beaucoup de leurs militants et de leurs dirigeants ont souvent été jetés en prison, comme Muchtar Pakpahan de l'Union ouvrière indonésienne pour la prospérité, ou Dita Sari, du Centre indonésien pour les luttes ouvrières (PPBI). Le PPBI est aligné sur le Parti démocratique populaire (PRD) dont le dirigeant Busiman Sudjamiko croupit aussi en prison. Le mouvement ouvrier international doit exiger la libération de Dita Sari et de tous les militants ouvriers emprisonnés !

Les militants du PRD ont fait montre d'un indiscutable courage en s'attaquant à un régime qui n'a jamais toléré que l'« opposition » la plus docile. Pourtant le PRD n'avance qu'un programme nationaliste qui ne fait pas mention, même pour la forme, du socialisme et qui cherche à lier les travailleurs indonésiens à une aile « démocratique » imaginaire de la bourgeoisie. Les quelques fois où le PRD réclame l'indépendance du Timor oriental, c'est sous forme d'appels à l'ONU impérialiste, pour qu'elle mette en pratique ses résolutions bidons. Dans sa propre résolution sur le Timor oriental adoptée en 1996, le PRD appelle non au retrait immédiat des troupes d'occupation de Suharto, mais seulement à « réduire les opérations et l'administration militaires dans le Timor oriental ». Et de toute façon tout cela est contredit par le soutien avide à Megawati qui, avec son chauvinisme javanais, réclame que le territoire soit incorporé en tant que 27^e province indonésienne !

Le programme démocratique bourgeois du PRD le conduit nécessairement à rechercher les bons offices des impérialistes « démocratiques ». Dans une interview accordée le 11 mars à *Green Left Weekly*, le journal du Parti socialiste démocratique australien (DSP), Sudjatmiko, dirigeant du PRD, déclarait que « la dictature ne peut pas garantir les réformes de marché que demandent les Etats-Unis à cause du népotisme et des monopoles contrôlés par Suharto. Nous avons donc un intérêt commun à nous opposer à ce régime corrompu en ce moment. » De tels appels aux rapaces impérialistes sont monnaie courante aussi pour le DSP réformiste qui sert d'attaché de presse au PRD. Pendant des

années le DSP a fait appel au gouvernement australien raciste pour qu'il fasse pression sur le régime de Suharto, et a applaudi à toutes les occupations impérialistes de l'ONU, de la Somalie au Cambodge en passant par le Zaïre.

Quant à l'International Socialist Organization (ISO), elle se fait grotesquement l'écho de la propagande impérialiste en comparant les manifestations étudiantes contre Suharto aux bandes anticomunistes qui ont « joué un rôle dans la chute du régime précédent, celui de Sukarno » (*Socialist Worker* [d'Australie], 6 mars). Ces misérables réformistes entretiennent même l'illusion que Megawati et Rais puissent créer « un mouvement de la base dans l'armée, pour la scissionner par le bas ». La maison-mère de l'ISO en Grande-Bretagne, le Socialist Workers Party de Tony Cliff (SWP), a demandé au premier ministre travailliste Tony Blair de cesser d'envoyer des armes en Indonésie « dans la logique de la politique étrangère "morale" du nouveau parti travailliste ». Les cliffistes, en rampant ainsi devant le gouvernement raciste et antisyndical de Blair, qui considère qu'une politique « morale » c'est de terroriser les catholiques en Irlande du Nord ou de bombarder les femmes et les enfants irakiens, montrent à quel point leur politique est profondément social-démocrate. Le SWP s'est réjoui de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, s'est déclaré « aux anges » quand Blair a été élu, et a soutenu l'envoi des troupes impérialistes en Irlande du Nord sous un gouvernement travailliste précédent.

Nous voulons mettre en garde les militants subjectivement révolutionnaires en Indonésie : méfiez-vous des apologistes « socialistes » de la terreur impérialiste qui acceptent le mensonge de la bourgeoisie selon lequel « le communisme est mort ». En Indonésie, la dictature militaire et ses protecteurs impérialistes cherchent à s'assurer que tout ce qui rappelle de près ou de loin le communisme soit enterré sous une montagne de cadavres. Pourtant, une nouvelle génération d'ouvriers et de jeunes radicalisés sont poussés à la lutte par les contradictions insolubles du capitalisme. Il faut recruter dans ces couches un noyau de parti d'avant-garde léniniste, par la fusion d'intellectuels révolutionnaires déclassés et d'ouvriers ayant une conscience de classe avancée, qui auront étudié les leçons chèrement payées du marxisme révolutionnaire. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre ! Reforgeons la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste !

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 691-692

Au Sud comme au Nord: Pour le droit à l'autodétermination du peuple basque!

**A bas la répression
des Etats français et espagnol
contre les Basques!**

A la mi-juillet de l'année dernière, le malaise qui couvait depuis longtemps dans la région basque au nord de l'Espagne est apparu sur la scène internationale quand d'immenses manifestations réactionnaires ont déferlé sur les grandes villes de toute l'Espagne, à la suite de l'enlèvement et de l'assassinat d'un petit politicien bourgeois par le groupe séparatiste basque Euskadi Ta Askatasuna (Patrie basque et liberté, ETA). En l'espace de quelques jours, une foule estimée à six millions de personnes se joignit aux manifestations de protestation contre l'assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido, un conseiller municipal du Partido Popular (PP) de José Maria Aznar, actuellement au pouvoir. A Madrid, Bilbao et ailleurs, des élus du gouvernement de droite défilèrent main dans la main avec des dirigeants des Partis socialiste et communiste, et des dirigeants syndicaux.

Le gouvernement Aznar utilise le climat d'hystérie anti-ETA pour renforcer sa législation « antiterroriste » draconienne, qui vise à écraser la résistance, qui dure depuis des dizaines d'années, du mouvement indépendantiste basque, contre la domination et la répression bureaucratique castillane. Peu après l'assassinat de Blanco Garrido, 23 dirigeants d'Herri Batasuna (HB), une coalition nationaliste petite-bourgeoise considérée comme la vitrine politique de l'ETA, ont été condamnés chacun à 7 ans de prison pour le « crime » d'avoir diffusé une cassette vidéo de propagande pour l'ETA.

En tant que marxistes-léninistes nous défendons le droit démocratique élémentaire du peuple basque à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance complète à l'égard des Etats français et espagnol. Bas les pattes devant les dirigeants d'HB!

Les marxistes s'opposent à la stratégie petite-bourgeoise de terrorisme individuel dans la lutte contre l'oppression capitaliste, du point de vue du prolétariat conscient qui, sous le capitalisme, est la seule classe à détenir la puissance sociale capable de

renverser le système capitaliste en raison de ses rapports aux moyens de production. Néanmoins, quand les opprimés agissent contre la bourgeoisie et son Etat, nous prenons leur défense contre la répression des capitalistes. Le PP est le descendant direct d'Alianza Popular, le parti dirigé par des franquistes tels que Manuel Frangane Iribarne, qui fut ministre de l'Intérieur sous la dictature de Franco. L'enlèvement et l'exécution de politiciens et de patrons d'industrie bourgeois sont en dernière analyse des actes vains, mais ce ne sont pas des crimes contre la classe ouvrière. Il est révélateur de l'opportunisme de la gauche espagnole que celle-ci capitule devant la chasse aux sorcières hystérique menée contre l'ETA et n'ait que des discours creux sur le droit à l'autodétermination du peuple basque. Leurs faux-fuyants et leurs contradictions sont dictés par leur soutien fondamental à l'Etat espagnol répressif, qu'ils expriment en se mettant à la remorque du front populaire.

Aujourd'hui, les dirigeants traîtres du prolétariat espagnol, tels que Julio Anguita du Parti communiste, font cause commune avec les héritiers de Franco contre les nationalistes basques. Ce n'est pas surprenant. Les sociaux-démocrates réformistes et les staliniens ont dévoyé le considérable regain de vigueur de la classe ouvrière qui a suivi la mort de Franco en 1975, et l'ont canalisé vers le soutien à la monarchie « réformatrice » de Juan Carlos et à la constitution centraliste qui nie explicitement le droit à l'autodétermination des Basques, des Catalans et d'autres. Le PSOE (socialiste) et le front populaire de la Gauche unie (IU) dominé par le PC ont signé le Pacto de Ajuria Enea, un dispositif de tous les partis conçu pour isoler les nationalistes plus combattifs d'HB et combattre l'ETA. Et quand il était au gouvernement, le PSOE a mis en place les Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL), qui sont des escadrons de la mort destinés à assassiner les membres de l'ETA, en collaboration avec les forces de police



LO
Juillet 1997 : Herri Batasuna mobilise 40 000 personnes au Pays basque, face au climat d'hystérie anti-ETA réactionnaire allant du gouvernement Aznar aux dirigeants des Partis socialiste et communiste et aux dirigeants syndicaux.

françaises, contrôlées à ce moment-là par le Parti socialiste de Mitterrand.

La défense des nationalistes basques contre la répression n'a rien à voir avec une quelconque accommodation au nationalisme en tant qu'idéologie. En Espagne, la polarisation sur des lignes nationales - HB étant capable de mobiliser une manifestation de 40 000 personnes dans le Pays basque en réponse aux manifestations anti-ETA - ne peut être surmontée que par une avant-garde prolétarienne luttant activement contre l'oppression nationale. Sans cet élément crucial, la puissance historique de l'idéologie nationaliste, le poids énorme de l'oppression nationale brutale et le social-chauvinisme de la gauche espagnole se combinent pour pousser les ouvriers basques dans les bras des nationalistes basques, qui sont aujourd'hui la force principale dans les syndicats de la région. Une direction prolétarienne authentique luttant contre le système capitaliste tout entier rassemblerait derrière elle non seulement ceux qui combattent l'oppression nationale, mais aussi d'autres couches spécifiquement opprimées : depuis les jeunes qui manifestent contre les « agences d'intérim » qui organisent l'esclavage salarié, jusqu'aux militantes qui ont protesté en nombre cette année, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, contre les violences touchant les femmes.

Les marxistes se battent pour que la question nationale soit « retirée de l'ordre du jour », afin que la réalité fondamentale, celle des classes, soit clairement perçue : les ouvriers basques et les capitalistes basques ont des intérêts opposés. La bourgeoisie basque, qui regarde de plus en plus hors d'Espagne, cherche à avoir plus de liberté dans l'exploitation de sa « propre » classe ouvrière (par exemple, la revendication de l'« autonomie dans les rapports patrons-travailleurs »). La bourgeoisie basque a également des intérêts économiques indépendants hors d'Espagne, particulièrement en Amérique latine.

Le terrorisme est une politique naturelle pour les nationalistes petits-bourgeois, qui n'ont aucune stratégie de mobilisation de la masse des opprimés. Si les marxistes défendent ceux qui prennent pour cible l'Etat capitaliste contre le terrorisme d'Etat, bien plus sanglant, nous reconnaissons également que les nationalistes sont tout à fait capables d'actes abominables de

terrorisme indiscriminé tels que l'attentat de l'Hipercor. En juin 1987, l'ETA a fait exploser une énorme bombe dans le supermarché Hipercor de San Andreu, une banlieue ouvrière de Barcelone, tuant plus de 20 personnes. De tels crimes, tout comme les attentats dans les pubs d'Irlande, ne peuvent avoir d'autre but que de déchaîner la violence entre peuples et d'alimenter les peurs et les haines de tous les nationalismes.

Il y a deux décennies, la région basque et son prolétariat en particulier étaient à l'avant-garde de la lutte combattive contre la dictature décrépite de Franco. Des campagnes internationales de protestation contre les procès de militants de l'ETA à Burgos en 1970 obligèrent le régime sanguinaire à commuer les condamnations à mort qui visaient 6 des accusés. A cette époque l'ETA était populaire parmi les ouvriers espagnols, dont beaucoup adhéraient à la cause de l'autodétermination basque et catalane. Parallèlement, la gauche espagnole protestait contre la répression anti-ETA et se faisait verbalement le champion du droit à l'indépendance basque.

La question nationale et les révolutions bourgeoises

Aujourd'hui, en France, il existe de fait une véritable industrie de propagande dont le rôle est de diffuser l'idée que même à l'ère impérialiste, l'Etat français repose sur les valeurs de la Révolution de 1789. Ce mythe est véhiculé au sein du mouvement ouvrier en particulier par le PCF chauvin qui aime également prétendre que pratiquement le « peuple » tout entier était engagé dans la Résistance contre les nazis, etc. Il est instructif de constater combien, dans la répression du peuple basque, les différences sont historiquement minimes entre l'Espagne autoritaire et la France dite « républicaine ».

En France, les Basques n'ont aucun statut légal - il n'y a pas de département ni même d'université basques. Récemment, la suppression du droit d'asile, les expulsions sommaires de militants basques et les activités des terroristes fascistes du GAL ont servi à nourrir le ressentiment national y compris dans le Pays basque français, où il y a une grande solidarité avec les Basques de l'autre côté de la frontière. Même si le développement de la question basque

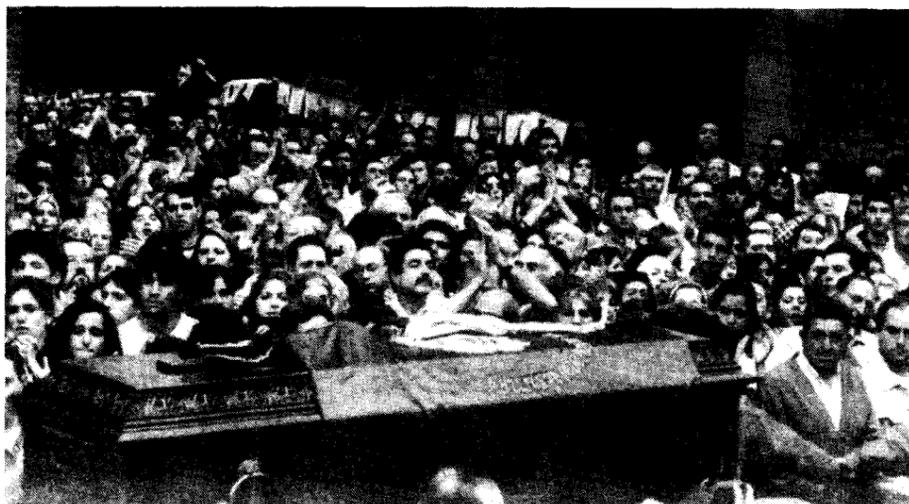


Sans crédit
Bayonne, 25 septembre 1985: le GAL assassine 4 réfugiés. Le GAL, avec la complicité des services de l'Etat français, a fait 27 morts et 30 blessés parmi les réfugiés politiques et la population du Pays basque Nord de 1983 à 1987.

en France et en Espagne a été très différent, il est clair aujourd'hui qu'il existe une nation basque unique divisée et opprimée par deux puissances capitalistes.

Les Basques sont un peuple ancien, dont l'existence en Europe est sans doute antérieure aux Indo-Européens. Leur langue, l'euskara, n'a aucune relation discernable avec aucune autre langue, et certainement pas avec le français ou l'espagnol. L'euskara a décliné tout au long du 20^e siècle, réprimé par les autorités françaises et espagnoles, même si une campagne récente pour le faire revivre, soutenue par les *ikastolas* (écoles de langue basque), a eu quelques succès. La langue basque est l'un des facteurs principaux qui contribuent à l'existence d'un sentiment national basque ; en effet, la seule façon dont le terme « basque » se traduit en euskara est *euskaldun*, « celui qui parle basque ».

Pour comprendre la persistance des questions nationales en France et dans la péninsule ibérique aujourd'hui, il est nécessaire de comprendre comment ces questions ont évolué historiquement. Lénine a écrit que pour assurer la victoire totale de la production de marchandises, les bourgeoisies devaient tout d'abord s'approprier le marché domestique et que cela nécessitait des territoires politiquement unis, dont la population parlait la même langue, et que tous les obstacles à leur développement soient éliminés. C'étaient les fondements économiques des mouvements nationaux. C'est dans ce sens



Sans crédit

Enterrement de Blanco Garrido, conseiller municipal du Partido popular au pouvoir. L'enlèvement et l'exécution de politiciens et d'industriels bourgeois sont, en dernière analyse des actes vains, mais ne sont pas des crimes contre la classe ouvrière.

çaise vota l'abolition des constitutions des trois provinces basques, dont la résistance a été réprimée : la Basse Navarre, le pays de Soule et le Labourd. Le département des Basses-Pyrénées fut alors créé, incluant la région du Béarn.

Pendant la Révolution française, de 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune avait sa complète autonomie administrative. Cette autonomie a été détruite par le coup d'Etat de Napoléon, en 1799, qui a mis en place les préfets et la centralisation réactionnaire. La bour-

le mythe de « la nation française remontant aux Gaulois » a été inventé. Cette nouvelle histoire de France a été inculquée à l'école où on déclare aux enfants des minorités, ainsi qu'aux enfants dans les colonies en Afrique, en Asie ou ailleurs, que leurs ancêtres sont les Gaulois ! C'est cette histoire, créée dans des buts de rapines impérialistes et colonialistes, qui a été colportée par la bourgeoisie et ses larbins staliniens ou sociaux-démocrates. On est loin de Valmy, de la lutte contre les réactionnaires européens essayant d'écraser les avancées démocratiques dues au renversement du féodalisme par la bourgeoisie française.

Dans sa nécessité de préparer la revanche et le massacre de la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie devait aussi cohérer le pays au niveau linguistique. Les langues et dialectes parlés dans le pays vont être éradiqués : patriotisme et chauvinisme devaient être compris dans une seule langue, le français. Ainsi, en 1835, plus de la moitié des maires des régions de Bayonne et de Mauléon ne parlaient pas un mot de français (et c'était aussi le cas de beaucoup d'instituteurs). Les instituteurs, piliers de l'école publique, ont été le fer de lance du patriotisme et du chauvinisme, et le français est devenu obligatoire et a été imposé aux enfants. Ceux-ci subissaient toutes les punitions et vexations possibles quand ils parlaient leur langue maternelle. Mais, malgré cette politique linguistique de la bourgeoisie française, l'assimilation forcée des Basques n'a jamais été totalement réalisée. Aujourd'hui, de toutes les provinces basques, c'est dans les provinces basques en France que l'on trouve le plus grand pourcentage de personnes parlant basque.

A l'époque de l'impérialisme un nouvel élan a été donné aux mouvements séparatistes qui cherchent à échapper au démantèlement économique et au chaos politique provoqués par le capitalisme déclinant. Comme l'écrivait Trotsky en juin 1934, « ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national » (« La guerre et la

IV^e Internationale »). C'est particulièrement vrai en Espagne, où la révolution bourgeoise fut bien plus partielle qu'en France.

En dépit d'un sens aigu de leur identité régionale et ethnique, ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, quand l'industrialisation rapide mena à la transformation de la société basque traditionnelle, que les provinces basques, essentiellement rurales, ont commencé à aspirer à une existence en tant que nation. L'immigration massive d'ouvriers des Asturies, de Castille et d'ailleurs venus travailler dans les mines et les aciéries de Biscaye signifiait que les anciennes régions de langue basque étaient désormais majoritairement hispanophones. En outre, les ouvriers espagnols étaient organisés par le PSOE et l'Union générale des travailleurs (UGT) qu'il contrôlait, étant des organisations qui toutes les deux se déclaraient marxistes. Le fondateur du nationalisme basque, Sabino Arana Goiri craignait ces ouvriers influencés par l'idéologie socialiste : il s'alarmait de la menace qu'ils faisaient courir à la société bourgeoise basque, qui était caractérisée par le catholicisme extrême du Basque Ignace de Loyola et son ordre jésuite.

Le parti fondé par Arana, le Partido Nacionalista Vasco (Parti nationaliste basque, PNV), épousait le cléricisme réactionnaire et la bigoterie chauvine dès son origine. Arana considérait que les Espagnols étaient racialement inférieurs aux Basques, et il fallait démontrer que ses quatre grands-parents avaient des noms basques pour être membre de ce parti. Le parti s'opposait aux mariages mixtes et réclamait l'expulsion d'Euskadi des ouvriers non-basques. Etant donné la relative vigueur du séparatisme basque et du centralisme madrilène, le PNV en vint à adopter une position qui réclamait quasiment l'indépendance totale. De cette façon le PNV a pu obtenir le soutien des éléments les plus importants de la bourgeoisie basque, les industriels et les élites financières de Biscaye, qui étaient favorables à une autonomie régionale au sein d'un Etat espagnol unique.

A la suite de la chute d'Alphonse XIII et de la proclamation, en 1931, de la Seconde République, le PNV convoqua une assemblée pour déclarer une République basque, qui fut empêchée par la force. Toujours aussi effrayés par le prolétariat, les nationalistes gravitaient vers une alliance avec l'opposition de droite à Madrid, mais des gens comme Gil Robles et, plus tard, Franco, allaient se montrer des adversaires encore plus implacables de la cause nationaliste basque que les républicains libéraux. Il n'est pas étonnant que lorsque la Guerre civile éclata en juillet 1936 en réaction au soulèvement militaire de Franco, le PNV se retrouva en position équivoque : d'un côté il était sous la pression du Vatican et de l'autre sous celle des impérialistes britanniques qui craignaient pour leurs investissements en Biscaye et qui avaient des doutes sur la capacité de Franco à exorciser le spectre de la révolution prolétarienne. Le statut d'autonomie basque, qui était resté lettre morte, était

Suite page 10



Sans crédit

Avec Felipe González, le premier gouvernement de « gauche » depuis la Guerre civile a été élu en 1983. Il collabora immédiatement avec Mitterrand pour écraser les séparatistes basques.

que Trotsky comparait la France à l'Espagne : « Le retard du développement économique de l'Espagne a inévitablement affaibli les tendances centralistes inhérentes au capitalisme. Le déclin de la vie commerciale et industrielle des villes et des liaisons économiques entre elles a atténué la dépendance réciproque de certaines provinces. Telle est la cause principale qui n'a pas permis jusqu'à ce jour à l'Espagne bourgeoise de vaincre les tendances centrifuges de ses provinces historiques. La pauvreté des ressources nationales et le sentiment de malaise régnant dans toutes les parties du pays ne pouvaient que nourrir les tendances séparatistes. Le particularisme se manifeste en Espagne avec une force spécifique, surtout par comparaison avec sa voisine, la France, où la Grande Révolution a affermi définitivement la domination de la nation bourgeoise, une et indivisible, sur les vieilles provinces féodales » (« La Révolution espagnole et les tâches communistes », 24 janvier 1931).

Le fait que même en France la question nationale n'ait pas été complètement résolue par la Révolution de 1789 est dû à sa nature de révolution **bourgeoise**. Du temps de Henri III jusqu'à la Révolution, tous les rois de France étaient aussi appelés « roi de Navarre », régnant sur la région nord-pyrénéenne du Pays basque. Après la Révolution, l'Assemblée nationale fran-

geoisie française fait passer cette centralisation réactionnaire pour un acquis de la Révolution.

Le mythe de la Révolution française ayant soi-disant réglé les questions nationales en France a été mis en place par la bourgeoisie après la débâcle de 1870 et la Commune de Paris qui a suivi, c'est-à-dire près d'un siècle après la Révolution. A cette époque, la bourgeoisie française fait de l'éducation un important vecteur afin d'atteindre plusieurs objectifs. Le principal était de préparer la revanche contre les Allemands. Cela nécessitait d'avoir la chair à canon la plus nombreuse possible et de la rendre la plus patriotique et chauvine possible pour aller au massacre (l'état-major a fait passer une loi, en 1890, pour que tous les immigrés - et leurs enfants - Italiens, Espagnols, Allemands, etc. venus construire les chemins de fer ou travailler dans les mines puissent être naturalisés). Cet embrigadement était aussi un moyen pour la bourgeoisie d'essayer d'éviter que la classe ouvrière ne recommence une nouvelle Commune. C'était aussi l'occasion de donner à la classe ouvrière l'éducation nécessaire pour la révolution industrielle.

L'école publique qui a été instituée était donc une école de chauvinisme et de patriotisme. Pour mieux préparer idéologiquement la classe ouvrière et les paysans,

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Peuple basque...

Suite de la page 9

maintenant proposé par le gouvernement de Madrid pour tenter de maintenir les Basques au sein du camp républicain. Les carlistes de Navarre, qui avaient été depuis longtemps associés à la conspiration militaire, se joignirent à Franco et à Mola.

Contrairement à la Catalogne, les usines ne furent pas saisies par le prolétariat. Le gouvernement basque ordonna la répression des anarchistes de la CNT et ferma leurs imprimeries, et le président Aguirre offrit d'envoyer à Barcelone des troupes basques pour y jouer le rôle de « force modératrice » sur le mouvement ouvrier. Les dirigeants réformistes traîtres de la classe ouvrière - stalinien, sociaux-démocrates, anarchistes - et les centristes du POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista, Parti ouvrier d'unification marxiste) ont étranglé la révolution prolétarienne en Espagne en liant les ouvriers à leurs oppresseurs capitalistes au moyen du front populaire, pavant ainsi la voie à la victoire du bonapartisme militaire franquiste. Dès qu'elle se sentit suffisamment assurée, la bourgeoisie basque tendit aux franquistes les clefs des villes de Bilbao et de Donostia (San Sebastián) restées intactes.

Immédiatement après la victoire de Franco, une répression effroyable s'abattit sur toutes les forces vaincues de la République. Des centaines de milliers d'ouvriers furent sommairement exécutés dans toute la péninsule. Les statuts d'autonomie basque et catalane furent révoqués et l'usage du catalan et de l'euskara fut interdit comme le voulait le programme de Franco de castillanisation forcée de toute la population. En 1954, le nombre de personnes parlant l'euskara avait baissé de 700 000 à 525 000. Les tentatives de célébration de la fête nationale basque de l'*Aberri Eguna* étaient brutalement réprimées par la Guardia Civil et la police politique. En même temps, le gouvernement basque en exil fut expulsé de Paris. Si ces mesures répressives humiliaient les entrepreneurs industriels et financiers de Barcelone et Bilbao, elles visaient avant tout le prolétariat combatif des régions industrielles du nord, lequel avait acquis une conscience de classe.

A la mort de Franco en 1975, l'Espagne est entrée dans une crise pré-révolutionnaire, avec une vague de grèves de masse dans tout le pays, accompagnée d'explosions de sentiment nationaliste et régionaliste, particulièrement en Catalogne et dans les provinces basques. Comme le Portugal voisin était également dans une situation révolutionnaire, c'était le moment de galvaniser la classe ouvrière et les opprimés de toute la péninsule dans une lutte pour renverser le système capitaliste pourrissant, créer une fédération soviétique des républiques ouvrières ibériques et ouvrir la voie aux Etats-Unis socialistes d'Europe. Le pouvoir prolétarien en Espagne garantirait les droits d'autodétermination nationale des Basques, des Catalans et d'autres, et se ferait le champion de la libération des femmes, et de la cause de tous les opprimés. Malheureusement la clé de la victoire était absente tant en Espagne qu'au Portugal - une direction authentiquement révolutionnaire et communiste du prolétariat.

L'ampleur de l'agitation nationaliste au nord de l'Espagne obligea la bourgeoisie à accorder une autonomie restreinte aux régions basque et catalane. En même temps 15 autres entités politiques régionales furent créées, y compris un gouvernement autonome de Navarre. La Comunidad Autónoma Vasca (Communauté autonome basque, CAV) qui rassemble les trois provinces basques occidentales d'Espagne - Álava, Guipúzcoa et Biscaye - a un certain pouvoir sur les finances. Elle possède également sa propre police, l'Ertzaintza, qui fonctionne presque comme une armée privée du PNV et qui est l'unité préférée pour réprimer les groupes nationalistes les plus radicaux. Le parlement régional basque d'Ajuria Enea et la Generalitat catalane sont les instruments qu'utilisent les

bourgeoisies locales pour arracher des concessions au gouvernement central de Madrid. Mais l'oppression nationale, particulièrement des Basques, se poursuit sans répit. Au cours des 5 années entre 1990 et 1995, près de 2 000 événements politiques ont été réprimés, plus de mille personnes ont été blessées dans des heurts avec la police, y compris des gens qui ont été aveuglés par des balles en caoutchouc,



Les bataillons de tirailleurs lettons à Petrograd ont joué un rôle héroïque dans la Révolution bolchévique de 1917. Le soutien de Lénine au droit d'autodétermination de toutes les nations opprimées dans l'empire tsariste fut déterminante pour forger l'unité entre ouvriers russes et non russes.

et près de 800 autres ont été arrêtées sous le coup des lois antiterroristes. Plus de 500 prisonniers membres de l'ETA sont éparpillés dans des prisons de toute l'Espagne et ne sont même pas autorisés à communiquer en euskara avec les membres de leur famille !

Le front populisme contre le peuple basque en France...

Quand, en octobre 1983, le PSOE de Felipe González est devenu le premier gouvernement de « gauche » d'Espagne depuis la Guerre civile, il collabora immédiatement avec l'administration de Mitterrand en France pour écraser les séparatistes basques. Sous les premiers gouvernements de front populaire de Mitterrand, de 1983 à 1987, le GAL, avec la complicité de divers services de l'Etat français, a fait 27 morts et 30 blessés parmi les membres de l'ETA réfugiés et la population du Pays basque Nord. Puis il y a eu les rafles et les extraditions vers l'Espagne, où la torture des nationalistes basques est monnaie courante, allant de pair avec la présence policière par habitant la plus importante de toutes les régions de France (cf. *le Pouvoir français et la question basque (1981-1993)* de P. Cassan, 1996). Cette politique est maintenue aujourd'hui par le gouvernement capitaliste Jospin-Gayssot-Chevènement. Chevènement, l'ultra-chauvin ministre de l'Intérieur, a négocié avec son homologue espagnol, fin 1997, la continuation des extraditions de réfugiés de l'ETA contre un renforcement du contrôle des frontières au Sud de l'Espagne (c'est-à-dire encore plus d'ouvriers marocains se noyant dans le détroit de Gibraltar en essayant de pénétrer la forteresse Europe raciste). Et il vient de signer un nouvel ordre d'extradition à l'encontre d'un dirigeant historique de l'ETA, José Luis Ansolá-Larranaga.

Le PCF est dans le gouvernement de front populaire tout comme il l'était quand Marchais, secrétaire général, s'insurgeait contre un historien soviétique qui parlait des divers peuples de France, en 1984 : « Pour nous, [...] tout homme ou toute femme qui a la citoyenneté française est français. La France n'est pas un pays multiethnique. C'est un seul pays, une seule nation, un seul peuple, le produit d'une longue histoire » (cité par James E. Jacob dans *Hills of conflict : Basque Nationalism in France*, 1994). La défense de « la République une et indivisible » est une simple couverture au chauvinisme et à la répression de l'Etat centralisateur français. S'accrocher au mythe que les questions nationales auraient été réglées par la Révolution française ne peut mener qu'au sou-

tien à l'Etat centralisateur français, au chauvinisme et à la négation du droit à l'autodétermination. Le PCF véhicule ce mythe dans le mouvement ouvrier français et toute l'extrême gauche le partage à sa suite. Y compris la LTF reconnaissait le droit à l'autodétermination pour les Basques en Espagne, mais refusait ce droit au Pays basque du Nord, la partie du Pays basque en France. Cette position a été

examinée et rectifiée lors de notre dernière conférence pour appeler au droit à l'autodétermination du peuple basque au Sud et au Nord des Pyrénées (cf. notre brochure *La Lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique*).

...et en Espagne

Les positions de chauvinisme castillan des principaux partis ouvriers réformistes d'Espagne reflètent l'appel des franquistes à une « Espagne une et indivisible » ; mais ces positions sont aussi celles de groupes soi-disant d'« extrême gauche » tels que le groupe Militant de Ted Grant en Espagne ainsi que la Ligue socialiste des travailleurs (LST) moréniste française. Un tract diffusé par *El Militante* peu après l'assassinat de Blanco Garrido porte le titre scandaleux « Contre le terrorisme de l'ETA. Contre le terrorisme d'Etat », comme si les deux terrorismes étaient équivalents, expliquant : « La défense du droit à l'autodétermination doit également être une revendication de l'ensemble de la classe ouvrière, droit qui n'implique pas le droit à l'indépendance. Les marxistes sont contre l'indépendance de l'Euskadi en ce moment parce qu'elle ne résoudrait pas les problèmes de la classe ouvrière basque ni ceux de la classe ouvrière du reste de l'Etat, mais ce que nous voulons c'est une union libre des peuples. »

Cette ligne de capitulation au chauvinisme castillan dominant est partagée par les économistes de Lutte ouvrière (LO) et de Voix des travailleurs (VdT). A propos

de l'assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido, VdT met sur le même plan l'Etat espagnol et l'ETA, sous le titre « L'Etat espagnol et l'ETA : les mêmes méthodes et le même mépris de la population » (VdT n° 22, 18 décembre 1997). Quant à LO, elle dénonce l'ETA et parle d'« actes terroristes odieux et barbares qui suscitent à juste titre l'écœurement et l'indignation » (*Lutte Ouvrière* n° 1543). LO a dénoncé l'ETA et tous les autres nationalistes (basques, catalans, andalous, galiciens ou autres) pour « faire une propagande nationaliste réactionnaire qui contribue à diviser la classe ouvrière » et mettre « les travailleurs à la traîne de la bourgeoisie de chaque région et à les dresser les uns contre les autres en invoquant de ridicules frontières régionales héritées d'un autre âge, voire complètement artificielles » (*Lutte de classe* n° 29, octobre 1997). Avec de telles déclarations, on ne peut que rappeler cette phrase de Lénine : « Marx interroge un socialiste d'une nation qui en opprime d'autres sur son attitude à l'égard d'une nation opprimée, et il découvre aussitôt le défaut commun aux socialistes des nations dominantes (anglaise et russe) : incompréhension de leurs devoirs de socialistes à l'égard des nations asservies, rabâchage de préjugés empruntés à la bourgeoisie de la "grande nation dominante" » (« Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », février-mai 1914). LO ne s'en prend pas à la bourgeoisie espagnole qui opprime les minorités nationales ; LO prend part aux campagnes chauvine française et chauvine castillane anti-ETA qui sont menées côte à côte par le PP, le PSOE, le PCE et la bourgeoisie basque en Espagne, et par le gouvernement Jospin-Gayssot en France ; et bien sûr, LO n'appelle pas à l'autodétermination pour le peuple basque.

Ces lignes chauvines sont tout à l'opposé de celle de Lénine et du marxisme authentique. Dans « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916), Lénine a écrit : « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. »

Pour la France, LO n'a jamais appelé au droit à l'autodétermination pour les minorités nationales (sauf pour la Corse). LO développe sa version du mythe de la Révolution française qui aurait réglé les questions nationales en France dans une polémique contre la Ligue communiste (prédécesseur de la LCR) qui parle des « régionalistes » : « Les efforts des rois capétiens pour agrandir leur domaine et pour étendre leur pouvoir, comme le développement de la bourgeoisie qui s'est effectué dans leur ombre, ont effectivement été le point de départ de la formation d'une nation française, alors que les nations occitane ou bretonne n'ont jamais existé, en tant que telles, que dans la tête de quelques intellectuels nostalgiques »

Espartaco

Publication du Grupo
Espartaquista de México

N° 11

5 FF
Printemps-été 1998

Abonnement :
4 numéros
30 FF
(incluant *Spartacist*
édition espagnole)

Pour toute commande :
le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

¡Por el derecho de autodeterminación
del pueblo vasco!

Mujer y Revolución
La epidemia del sida en México

ESPARTACO

¡Defender a Cuba! ¡Por una revolución política proletaria!

Castro da la bienvenida
al papa de la contrarrevolución



4 numéros de México, Communauté

(Lutte de classes n° 11, juin 1973). LO règle le problème : seule la nation française existe. Et, dans *Lutte de classes* n° 4 (novembre 1986), LO trouve l'ETA « maximaliste » parce qu'« *ETA revendique les provinces françaises du Labourd et de la Soule* ».

El Militante atteint des sommets de stupidité réformiste en appelant la gauche unie et le PSOE à « adopter un programme authentiquement marxiste par rapport à la question nationale et aux autres questions de classe » et en revendiquant un contrôle ouvrier sur la Guardia Civil et les écoles de formation de l'armée espagnole ! L'idée que le cœur de l'Etat capitaliste, l'armée et la police, puisse être assujéti au « contrôle ouvrier » au lieu d'être détruit par l'insurrection révolutionnaire du prolétariat, est le refrain des réformistes depuis l'époque de Karl Marx. Les partisans de Grant ne font ici que répéter la position qu'ils partagent avec des organisations telles que le groupe cliffiste *Socialismo Internacional*, suivant laquelle les flics et les gardiens de prison sont des « ouvriers en uniforme ».

La politique suicidaire de confiance dans une police bourgeoise « réformée et démocratique » a été abondamment exposée par l'histoire espagnole, par exemple pendant les Journées de mai à Barcelone en 1937 quand les *asaltos* républicains agirent comme des troupes d'assaut contre-révolutionnaires contre le prolétariat insurrectionnel. L'armée espagnole, avec à sa tête le roi bourbon Juan Carlos, successeur choisi de Franco, est l'ennemi le plus implacable de la classe ouvrière et des minorités nationales. Le *tejerazo* de 1981, une tentative de coup d'Etat perpétrée par des éléments de la Guardia Civil et des généraux de l'armée, visait entre autres objectifs de mettre un terme aux concessions faites aux nationalistes, ce qui a été accompli, pour l'essentiel, avec la promulgation, peu après, de la LOAPA, une loi conçue pour « harmoniser » le processus d'autonomie.

Les cliffistes de *Socialismo Internacional* dénoncent la politique « désastreuse » de l'ETA à qui ils reprochent de « ne prêter aucune attention au rejet massif » de l'assassinat de Blanco Garrido, se solidarisant par là avec les participants aux manifestations « massives » anti-ETA auxquelles participait une frange fasciste. Le Partido

Revolucionario de los Trabajadores (PRT) moréniste dénonce lui aussi les « terroristes » de l'ETA et de HB. Le PRT milite pour une république basque sans caractère de classe, c'est-à-dire bourgeoise et, dans une brochure spécialement consacrée à l'Euskadi (22 février 1997), s'est associé à la campagne hystérique de la presse bourgeoise en exigeant que l'ETA libère l'un de ses otages, l'officier des prisons Ortega Lara. Son organisation française sœur, la Ligue socialiste des travailleurs (LST), est allée jusqu'à dire que la bourgeoisie espagnole avait « pour l'essentiel » résolu la question nationale dans la péninsule. Dans l'univers de contes de fées des morénistes, « les langues basque et catalane non seulement sont reconnues et leur usage encouragé, mais les parlements autonomes sont élus sur la base du suffrage universel [...] Ainsi certaines revendications nationales ont été de fait satisfaites par la bourgeoisie. » La LST s'abstient notoirement de revendiquer le droit d'autodétermination pour les Basques d'Espagne et encore moins pour ceux de France ; ce groupe s'est récemment dissous dans l'organisation française Voix des Travailleurs qui n'a pas de position connue sur les colonies de son propre impérialisme. Pour les morénistes, l'ennemi principal est l'ETA qu'ils accusent de « barbarie » et « d'aggraver la confusion dans l'esprit de beaucoup d'ouvriers et de jeunes » (*Coordination*, 1^{er} septembre 1997).

Dans un tract daté du 14 juillet 1997, le Partido Obrero Revolucionario (POR) ex-varguiste appelait à une solution politique négociée dans le Pays basque et exprimait son attitude « compréhensive » à l'égard des participants aux manifestations réactionnaires anti-ETA ainsi que son opposition aux attaques contre les membres du PP. Une « solution politique négociée » est l'« alternative démocratique » proposée par les nationalistes petits-bourgeois de l'ETA, appelée aussi « alternative KAS », à savoir l'appel à une Euskadi indépendante bourgeoise. Le POR se met à la remorque de HB en le caractérisant de « meilleur représentant du peuple basque » et, simultanément, ne le défend pas contre la chasse aux sorcières menée contre lui. Le POR est effectivement membre de l'Unitat d'Esquerres catalane, qui est partie intégrante du front populaire de l'Izquierda

Unida, lui-même partie intégrante du pacte d'Ajuria Enea, initiateur de la chasse aux sorcières.

L'ETA a été fondée dans les années 1950 par un groupe de jeunes du PNV, désillusionnés par la timide opposition de leur parti à la dictature. Au milieu des années 1970, lorsque les luttes combattives de la classe ouvrière reprirent, il y eut une polarisation au sein de l'ETA qui commença à invoquer le prolétariat du bout des lèvres, allant même jusqu'à se proclamer marxiste à son 4^e congrès. Au moment du 5^e congrès, l'ETA en était à exclure les sections qui « tentaient de construire un parti ouvrier avec une dimension espagnole ». La fusion de la Liga Comunista Revolucionaria avec une section de l'ETA l'aida à s'affermir comme l'une des plus grosses sections du Secrétariat unifié pseudo-trotskyiste d'Ernest Mandel. Aujourd'hui, *Zutik*, vestige de la LCR dans le Pays basque, s'est joint lui aussi à la campagne anti-ETA.

La trahison des réformistes et des centristes qui ont dévoyé les luttes de la classe ouvrière des années 1930 et 1970 a laissé le champ libre aux nationalistes petits-bourgeois tels que HB qui recrute des jeunes combattifs mais ne peut envisager qu'une autonomie basque gracieusement accordée par l'Union européenne. Il est grotesque de suggérer que le peuple basque pourrait acquérir sa liberté des impérialistes français qui oppriment brutalement la population basque tout comme les autres minorités nationales et ethniques en France, ou de la bourgeoisie allemande qui a annihilé Guernica. Au cours des derniers mois, le gouvernement Aznar a obtenu la collaboration tant de la France que de l'Allemagne dans la « lutte contre le terrorisme ». En échange de l'expulsion de suspects de l'ETA, le gouvernement français exige des actions déterminées contre les « intégristes islamiques » ainsi que l'arrêt de l'immigration en provenance du Maghreb et d'ailleurs. La forteresse Europe n'est pas seulement dirigée contre les demandeurs d'asile désespérés comme les Kurdes fuyant la terreur de l'armée turque, mais également contre les minorités nationales au sein même de l'Union européenne. Le programme maximum de Herri Batasuna est la prétendue alternative KAS, qui se contente d'appeler à l'amnistie et à

un nouveau statut pour les quatre provinces basques d'Espagne.

Ce qu'il y a derrière la répression dans le Pays basque, c'est une attaque de grande envergure contre la classe ouvrière du pays tout entier par une bourgeoisie espagnole qui cherche à se tailler une niche dans la forteresse Europe raciste. Comme dans les autres pays européens, le système de sécurité sociale est en train d'être démantelé à la suite de l'écroulement de l'URSS et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Un plan de privatisation à grande échelle a provoqué des licenciements massifs dans un pays qui a déjà le taux de chômage le plus élevé d'Europe occidentale. Dans le Pays basque la destruction de l'industrie et le déclin économique ont exacerbé les sentiments nationalistes. Il y a eu une fuite de capitaux d'Euskadi et beaucoup de délocalisations d'industries basques vers des marchés plus lucratifs. Le chômage est près de 25 % supérieur à celui du reste de l'Espagne et atteint le chiffre scandaleux de 53, 4 % parmi les jeunes de moins de 24 ans.

Les luttes ouvrières des années 1930 et 1970 ont montré que la solution à la question nationale en Espagne est inextricablement liée à la lutte pour le pouvoir ouvrier dans toute la péninsule. Les trotskystes défendent le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées de l'Etat espagnol, ce qui veut dire leur droit de former des Etats séparés. Seul un parti d'avant-garde léniniste qui défend ce droit démocratique sera capable d'unir les Basques et les Catalans aux ouvriers de tout le pays, et au-delà des Pyrénées, en France, dans une lutte commune pour la révolution ouvrière qui balayera l'héritage du franquisme en renversant la bourgeoisie espagnole, y compris ses composantes basque et catalane, et en constituant un gouvernement ouvrier.

A bas la chasse aux sorcières contre les nationalistes basques ! Libérez la Mesa Nacional de Herri Batasuna ! Défendez le droit à l'autodétermination du peuple basque ! Pour un parti trotskyste en Espagne, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforgée !

- Adapté de *Espartaco* n° 11, journal du Grupo Espartaquista de México, printemps 1998

Spartacus!

Fête de LO...

Suite de la page 5

dirigé la Révolution russe de 1917.

Une question centrale pour le Parti bolchévique était l'importance de se faire le champion des intérêts de tous les opprimés et en particulier des minorités nationales opprimées dans « la prison des peuples » qu'était la Russie tsariste. Le forum tenu par LO sur l'ETA nationaliste basque a été une claire et horrible expression du fait que LO ignore tout autant la lutte pour les droits des nations opprimées que la lutte contre les autres oppressions sous le capitalisme. C'était une illustration de comment, quand on ignore ou on nie l'oppression des minorités nationales, on se retrouve dans les bras de la réaction dominante et du chauvinisme.

Le groupe de LO en Espagne a déversé les pires atrocités, reprises des pages des torchons bourgeois chauvins, sur les nationalistes basques opprimés. Ils ont parlé du « cancer que représente pour la classe ouvrière espagnole le nationalisme ». Bien sûr, ils ne parlaient pas du chauvinisme castillan dominant qui écrase les minorités nationales en Espagne, ils parlaient des sentiments nationaux des Basques. Dans sa présentation, le militant andalou a expliqué sans vergogne qu'un de leurs sympathisants avait demandé aux syndicats de participer à la campagne anti-ETA de la bourgeoisie espagnole ! Et ensuite, il se lamenta que cette union sacrée anti-ETA aille jusqu'au gouvernement et au roi. Un jeune a demandé immédiatement de quoi le représentant de LO se plaignait puisqu'il

venait de décrire qu'il y avait une unité totale de la classe ouvrière, ce qui est l'objectif de LO. Il mettait ainsi le doigt sur le fait que la ligne chauvine de LO peut amener à l'unité de la classe ouvrière derrière la bourgeoisie.

Mais quand le militant d'Herri Batasuna a voulu intervenir, il a été censuré par LO ! La reproduction à l'échelle de leur fête de ce que subissent les militants nationalistes basques dans les deux Etats ! Quand cette censure est tombée, nous avons bien sûr protesté avec virulence avec une grande partie de l'assistance outrée de ce comportement de LO.

Un camarade avait réussi à intervenir auparavant pour défendre les nationalistes contre la répression de la bourgeoisie et de son Etat, sans défendre leur stratégie nationaliste petite-bourgeoise. Dénonçant la participation de toute la gauche espagnole et de LO à la chasse aux sorcières anti-ETA, il avait réaffirmé notre lutte pour le droit à l'autodétermination pour le peuple basque au Sud et au Nord des Pyrénées, partie prenante de notre programme pour la révolution socialiste (sur la question basque, lire notre article page 8).

Si le capitalisme est essentiellement basé sur l'opposition ouvriers-bourgeois, il ne se réduit pas qu'à cette opposition. Si l'oppression nationale est un exemple, l'oppression que les femmes et les jeunes subissent dans le cadre de la famille nucléaire patriarcale est un autre exemple d'oppression, spécifique à une couche de la société, qu'elle soit de la classe ouvrière ou non.

La négation par LO de ces oppressions

et son refus de mobiliser le prolétariat contre les oppressions spécifiques sous le prétexte que cela divise la classe ouvrière et la dévie de sa route vers la révolution, est une capitulation aux ouvriers qui sont dominés par l'idéologie bourgeoise propagée au sein de la classe ouvrière par ses directions. Nous avons été exclus en 1992 de la fête de LO pour avoir défendu Act Up, mais nous avons aussi dénoncé le plaquage au sol et la fouille de plusieurs jeunes Noirs à la sortie de la fête de LO l'année précédente (cf. « Une vilénie à la fête de LO », le *Bolchévik* n° 112, juillet-

août 1991). En 1994, LO s'est vantée à plusieurs reprises d'avoir participé activement à des campagnes visant à virer des écoles les jeunes femmes portant le foulard (*hidjeb*) en classe, allant même jusqu'à organiser une *contre-manifestation* à Lille, lorsque les lycéens se sont révoltés contre ces exclusions racistes ! LO avançait qu'il s'agissait de défendre les femmes contre l'oppression du voile. Mais une fois les jeunes filles renvoyées dans leur foyer, elles seraient pour de bon enfermées dans le carcan du voile et de l'oppression. Et si

Suite page 12

Vient de paraître :

Spartacist
(Edition française)

N° 32

Printemps 1998

(56 pages)

12 FF

Ecrire au *Bolchévik*, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Léon Trotsky a traité dans « Leur morale et la nôtre » (1939), de la lutte intransigeante pour opposer la moralité marxiste aux valeurs libérales-bourgeoises inculquées dans la petite-bourgeoisie. Un des aspects de la morale petite-bourgeoise est son adhésion à l'habitude sociale et à la psychologie qui veulent qu'on soit un intellectuel ou un travailleur manuel, mais pas les deux à la fois. Cette division entre « ceux qui pensent » et « ceux qui font » est caractéristique des sociétés divisées en classes partout dans le monde et ses racines plongent en particulier dans l'héritage de l'esclavage et du féodalisme.

Nous reproduisons ci-dessous une présentation que le camarade Jim Robertson a faite à une conférence nationale de la Spartacist League/US en 1994, qui souligne les valeurs communistes ainsi que notre but d'éradiquer l'arrogante division bourgeoise entre travail manuel et travail intellectuel.

D'une manière très concrète, cette présentation est dédiée à Nina Hartley (qui personnifie la lutte contre un genre parallèle de malveillance et d'hypocrisie, sexuelle dans son cas, qui est inhérente à l'ordre bourgeois). De manière unique parmi les pays industriels avancés, l'Amérique souffre de la religiosité de la superstition répressive et organisée. Et l'un des aspects de cela, hormis celui de Nina Hartley, est la question de la maintenance et du mouvement communiste.

Dans la norme bourgeoise, la direction est au-dessus et la maintenance au sous-sol (une variation sur le thème de l'Italie



Dennis Silverstein

Nous avons défendu Nina Hartley, star de films X aux USA, qui avait été victime d'une vendetta antisexe à Las Vegas, en 1993. Socialiste, Nina s'est battue pour la liberté sexuelle.

Surmonter la division bourgeoise entre le travail intellectuel et manuel

“La maintenance et le mouvement communiste”

infestée de prêtres – l'homme au-dessus, la femme à la cuisine). Quand nous étions dans nos anciens locaux du centre national, nous avions, je crois, une configuration optimale. Nous avions des bureaux aux deuxième et cinquième étages; mais au dixième étage, vous trouviez, côte-à-côte, l'administration centrale et les services d'entretien. Cela marchait très bien, c'était réel et la collaboration existait et cela était en contradiction avec la norme bourgeoise selon laquelle les courtiers en actions sont, bien sûr, des gens immensément supérieurs aux plombiers.

Or, soit dit en passant, pour changer le monde il faut être capable de le changer, et pas simplement d'apprendre à écrire quelque chose à son propos. Comme Staline le disait, « le papier accepte tout ce qu'on y écrit ». Un jour, William F. Warde (George Novak) [dirigeant du Socialist Workers Party américain] donnait une bonne petite causerie sur la philosophie, et il a utilisé l'expression marxiste : « Les philosophes n'ont fait jusqu'à présent qu'interpréter le monde; ce qu'il faut c'est... », à ce moment, j'ai pris la balle au bond et j'ai dit « les détruire ! » Et l'homme était visiblement abasourdi. Mais j'exprimais là quelque chose.

Ainsi, si on ne sait pas travailler avec ses mains de manière qualifiée, on est inefficace. Et si on ne sait pas quoi faire de ses mains, on est une personne ignorante, et on n'est certainement pas un scientifique du monde physique, ni un ingénieur. On est peut-être un Peter Camejo [ex-dirigeant du Socialist Workers Party], qui est un conseiller financier socialement conscient et politiquement correct.

Cette remarque a bien sûr ses limites. Staline a attaqué des banques tandis que Trotsky a écrit. Je ferais cependant remarquer que Trotsky a aussi organisé l'Armée rouge tandis que Staline a, semble-t-il, aussi dénoncé ses camarades à l'Okhrana [police secrète tsariste]. J'ai vu un bon

exemple dans la vie réelle à la faculté de chimie de l'Université de Californie à Berkeley. C'étaient de jeunes et brillants professeurs de chimie qui, au cours de leurs recherches aux frontières de la science connue, effectuaient eux-mêmes les montages électroniques, assemblaient eux-mêmes les tuyauteries, soufflaient eux-mêmes le verre et tout un tas d'autres choses qu'ils avaient apprises de leur propre initiative, sans doute avec l'aide d'ouvriers qualifiés et de maîtres artisans. Mais ils le faisaient et ils le faisaient bien, parce que ces réglages représentaient tout pour leur travail.

Et cela montre un autre aspect du problème. Un bon ouvrier qualifié, sans les connaissances scientifiques ou de l'ingénierie, butte nécessairement contre un plafond conceptuel et doit s'en trouver frustré. Il me semble que Boukharine, dans un de ses livres de pensée spéculative, a suggéré qu'avec la victoire de la classe ouvrière et le développement de la société vers les étapes supérieures du socialisme, le dernier résidu de l'ancienne société de classe

à être brisé sera le monopole des aptitudes intellectuelles issu de la petite-bourgeoisie, et qu'après ça, nous serons sur la voie du communisme, étant de plus en plus intéressés en tant qu'espèce.

Donc, il y a la dichotomie bourgeoise entre ceux qui font et ceux qui pensent, entre cols blancs et ouvriers, entre travail et loisir, entre ce qui est propre et ce qui est sale, entre subalternes et privilégiés. Ce que nous recherchons, ce sont des valeurs communistes unificatrices qui non seulement nous permettront de refaire notre plomberie, mais en plus, les équipes de maintenance sont très proches de noyaux de formations militaires. Donc, puisque je pense que c'est là un axe central du monde je me sens plutôt indifférent à des préoccupations telles que le multiculturalisme académique. Le pH de l'eau se fout pas mal des goûts musicaux ethniquement enracinés, que l'on doit certainement apprécier, si on en a. Mais je ne crois pas que cela change grand-chose.

Merci.

- Traduit de Workers Vanguard n° 605



Jeunes volontaires soviétiques travaillant dans des conditions éreintantes sur un tronçon du Trans-Sibérien.

Spartacus!

Fête de LO...

Suite de la page 11

la direction de LO avait un tant soit peu d'égard pour l'émancipation des femmes, elle n'aurait pas été du côté des mollahs en Afghanistan, ces intégristes moyenâgeux financés par les impérialistes qui égorgeaient les femmes qui voulaient apprendre à lire et qui ne portaient pas le voile.

Nous savons que le foulard est un symbole réactionnaire d'oppression qui relègue les femmes dans un rôle d'éternelles esclaves. Nous l'avons combattu et nous le combattons, et, de l'Iran à l'Algérie, nous nous battons pour que la classe ouvrière inscrive sur son drapeau la lutte contre le voile, partie intégrante du programme pour la libération des femmes. Mais en France, où l'Islam ne sera jamais qu'une idéologie de ghetto qui accepte la ségrégation, l'ennemi principal n'est pas les intégristes islamistes, mais l'Etat capitaliste français et l'intégrisme de la religion principale de la classe dominante, l'Eglise catholique, réactionnaire et obscurantiste, qui, par exemple, cachait le meurtrier fasciste

Touvier après la Deuxième Guerre mondiale.

La bourgeoisie utilise le racisme pour diviser et affaiblir le prolétariat. Que ce soit au moment des grandes grèves de l'automobile dans les années 1980 ou en décembre 1995, on a vu la bourgeoisie intensifier ses attaques contre les immigrés. Les campagnes contre les jeunes filles portant le hidjeb entrent dans ce cadre. Et si la religion islamique se développe, c'est en réaction à la terreur subie par la population immigrée et au chauvinisme du mouvement ouvrier français. Et la participation de LO à cette campagne ne peut que favoriser le chauvinisme.

Alors que LO ne considère pas le FN comme fasciste, elle considère les jeunes des banlieues comme des recrues potentielles du fascisme en France! Ainsi, LO écrivait dans son journal du 14 octobre 1994 : « Le foulard islamiste aujourd'hui n'est pas un vêtement [...]. Les perspectives sociales et politiques qu'il représente sont celles du FIS algérien ou des courants islamistes d'autres pays du monde, c'est-à-dire de mouvements fascistes qui encadrent des jeunes sous des prétextes divers. » Le

fascisme pour LO ça n'est pas le FN mais l'Islam. C'est mettre les termes de l'oppression sans dessus dessous au profit de la pire réaction et cela rejoint la propagande du gouvernement qui agite la menace du « terrorisme islamique » pour terroriser les immigrés.

Conscients de la nécessité d'unifier la classe ouvrière contre le racisme et le chauvinisme, nous, trotskystes avons dénoncé Vigipirate comme le plus grand déploiement de terreur raciste d'Etat depuis la guerre d'Algérie et nous nous sommes opposés à la circulaire raciste de Bayrou. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Pour un parti révolutionnaire tribun du peuple!

Avec les massacres perpétrés en Algérie et la mobilisation des classes ouvrières des deux côtés de la Méditerranée, nous avons offert la perspective de la révolution permanente pour la classe ouvrière algérienne dans les forums consacrés à l'Algérie. Ainsi, nous avons vendu le Bolchévik n° 145, avec l'article « Terreur militaire, réaction islamique, austérité du FMI - La guerre civile saigne l'Algérie ». La classe ouvrière algérienne doit prendre la tête de

tous les opprimés, les femmes, les Berbères, les jeunes, pour balayer l'armée et les intégristes par la révolution ouvrière. La Ligue communiste internationale lutte pour construire des partis trotskystes des deux côtés de la Méditerranée pour balayer l'impérialisme français et ses laquais despotiques d'Alger.

Aujourd'hui, une nouvelle génération de jeunes commence à lutter contre les horreurs et les injustices racistes du capitalisme impérialiste. Des couches cherchent à rompre avec ce gouvernement de front populaire. Pour lutter pour un avenir décent, ils doivent assimiler les leçons du passé, et notamment de la plus grande victoire jamais obtenue dans l'intérêt de la classe ouvrière : la Révolution bolchévique. C'est ce que notre dernier numéro de Spartacist édition française, avec ses documents internationaux, dont la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » cherche à démontrer. Il est nécessaire de construire des partis léninistes-trotskystes d'avant-garde, sections d'une Quatrième Internationale reforgée. C'est pour cela que lutte la Ligue communiste internationale. Rejoignez-nous!

Afrique du Sud...

Suite de la page 16

Le Groupe spartaciste d'Afrique du Sud, section de la Ligue communiste internationale, travaille à forger le parti ouvrier bolchévique qui est une nécessité brûlante dans ce pays. Nous luttons pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, qui arrachera le pouvoir des mains des « seigneurs du rand » [monnaie sud-africaine] à Johannesburg et au Cap et des impérialistes qui les soutiennent, à la City de Londres et à Wall Street. C'est alors seulement qu'il y aura une authentique libération nationale et sociale pour la majorité noire, avec les droits démocratiques pour les Métis, les Indiens et les autres Asiatiques, ainsi que pour ceux des Blancs qui accepteront un gouvernement centré sur la classe ouvrière noire.

Développement inégal et combiné

Pour fournir une couverture théorique à leur participation au gouvernement capitaliste briseur de grèves de la bourgeoisie sud-africaine raciste, les réformistes du SACP prêchent le programme menchévique de la « révolution par étapes » – le capitalisme « démocratique » aujourd'hui, et le socialisme quelque part dans un avenir qui n'arrivera jamais. Ce programme a historiquement été une recette pour des défaites sanglantes. Ce que la révolution par étapes a signifié, depuis la Chine en 1925 jusqu'au Chili en 1973 en passant par l'Indonésie en 1965, c'est l'assassinat en masse des communistes et des ouvriers.

S'il y a un pays qui a cruellement besoin d'une révolution socialiste, c'est bien l'Afrique du Sud. Les masses noires ont subi des décennies de terreur et d'assassinats sous l'apartheid, et continuent à subir le joug des magnats de l'industrie et de la mine, des seigneurs du rand, des financiers de Wall Street et de la City de Londres, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les contradictions criantes de l'Afrique du Sud sont un exemple de ce que Trotsky appelait le « développement inégal et combiné ». On voit partout des traits du capitalisme avancé aux côtés d'abîmes d'arriération. C'est le pays qui a pratiqué la première transplantation cardiaque, en 1967. Le centre hospitalier où cette opération a eu lieu est maintenant en train de fermer pour cause de manque de financements, tandis que des millions de gens n'ont accès à aucun soin médical. Les mineurs noirs, combattifs et syndiqués, extraient l'or et les métaux précieux que les gens les plus riches du monde vendent sur les marchés capitalistes. Et ensuite ces mêmes ouvriers, quand ils peuvent quitter leur travail meurtrier pendant un ou deux jours, retournent rendre visite à leurs femmes, qui vivent pour la plupart dans des maisons sans électricité ni eau courante.

Notre voyage nous a conduits des banlieues modernes au nord de Johannesburg, véritables forteresses où les Blancs vivent à l'écart, à Soweto, qui a été pendant des



Le gouvernement a licencié 60 000 infirmières après leur grève sauvage de septembre 1995, dans laquelle les grévistes portaient des panneaux sur lesquels on pouvait lire: «Mandela Dehors!» Ci-dessous: les cliniques manquent désespérément de personnel et de moyens financiers et sont incapables de fournir des soins décentes aux masses noires.



années le centre de la lutte anti-apartheid, à l'autre extrémité de la ville. D'immenses terrils séparent Johannesburg de Soweto. Il y a là-bas des kilomètres de minuscules maisons de quatre pièces, toutes identiques, sans eau courante, dans des rues en terre battue, sans noms de rues ni aucun magasin. D'un côté de la rue, on voit un township métisse; de l'autre, la township noire. A ce qu'on appelle les « logements formels », se trouvent mêlés les « logements informels » – d'immenses campements de squatters construits de brique et de broc avec des morceaux de bois et des bouts de métal de récupération – pour lesquels les habitants doivent payer même pour avoir accès à des points d'eau extérieurs. On peut aussi voir les « foyers », des casernes sinistres réservés aux hommes. Des groupes de jeunes chômeurs traînent dans les rues principales.

En roulant sur la grande route qui mène à la frontière du Swaziland, au nord-est, nous avons vu des cabanes de squatters et des baraquements qui parsemaient le bord de la route. Un jeune de la campagne m'a dit: « Soweto, c'est ce que les Sud-Africains noirs peuvent espérer de mieux. » Les

fermiers blancs ont chassé en masse les ouvriers agricoles noirs, de crainte que le gouvernement leur offre des droits sur les terres qu'ils travaillaient et qu'ils fassent venir leurs familles avec eux. Les déshérités continuent à affluer dans les villes, comme des milliers d'autres habitants des régions rurales misérables poussés par l'illusion qu'avec l'ANC au pouvoir il y aura du travail et des logements. Dans une ville de squatters dans la province du Witwatersrand occidental – s'étendant, comme beaucoup d'autres, sur des terrains dolomitiques truffés de cavités énormes et meurtrières – environ 80 000 habitants se partagent sept points d'eau.

Après avoir entrepris d'étendre le réseau électrique, le gouvernement considère maintenant que cette entreprise était une grave erreur. Les gens ne peuvent pas se payer d'appareils électriques, ne peuvent pas les réparer, et beaucoup ne peuvent même pas lire les notices d'utilisation. Dans le même temps, l'électricité a été coupée dans des townships entières pour factures non payées, coupée par certains de ceux qui étaient à la tête de la révolte des townships dans les années 1980. Ces coupures ont provoqué de nombreuses manifestations, mais le gouvernement argumente que l'apartheid est terminé et qu'il faut maintenant payer ses factures. La logique du programme nationaliste bourgeois de l'ANC exige de réprimer les luttes pour préserver un « environnement favorable aux investisseurs » pour ses maîtres impérialistes.

L'Afrique du Sud confirme avec une clarté exceptionnelle la théorie et le programme de la révolution permanente de Léon Trotsky. Ce que nous voulons dire quand nous parlons de « révolution permanente » a été démontré par la révolution ouvrière victorieuse en 1917 en Russie. Dans les pays retardataires, au siècle où nous vivons, l'époque de la décadence impérialiste, les acquis démocratiques conquis jadis par les révolutions bourgeoises européennes ne peuvent plus être réalisés par des nationalistes bourgeois comme l'ANC, qui sont faibles et dépendants de leurs maîtres impérialistes. La poignée des

bourgeoisies les plus puissantes, après s'être partagé le monde pour l'exploiter, étrangle économiquement les masses des ex-pays coloniaux. Ni l'indépendance nationale ni la révolution agraire ne sont possibles sous les contraintes du système capitaliste. Seule une révolution socialiste, avec à sa tête le prolétariat, pourra commencer à libérer la classe ouvrière, la paysannerie et tous les opprimés, et en particulier les femmes. La lutte pour le pouvoir prolétarien dans les pays retardataires doit être liée à une perspective de révolution ouvrière dans les centres impérialistes.

Sous la domination britannique, les lois tribales sud-africaines avaient été codifiées pour servir les besoins des administrateurs coloniaux, qui voulaient contrôler les populations afin que les profits puissent être engrangés sans entraves. Sous l'apartheid, des chefs tribaux comme Mangosuthu Buthelezi, du mouvement zoulou Inkatha – un parti de chefs tribaux qui maintient son emprise dans les régions rurales anciennes – furent recrutés comme collaborateurs et agents du régime raciste. Aujourd'hui, Mandela continue à ménager Buthelezi et Goodwill Zwelithini, qui sont considérés comme des monarques constitutionnels dans la nouvelle nation. En fait, le vote de la loi sur l'avortement a été retardé d'un an pour ne pas mécontenter l'Inkatha, qui est contre l'avortement.

Depuis sa création, en 1912, l'ANC a toujours eu un programme nationaliste – même si c'était avec une rhétorique plus « socialiste » quand il était dans l'opposition –, et colporte l'idéologie fautive qui prétend que tous ceux qui vivent à l'intérieur des frontières de l'Afrique du Sud ont un intérêt commun qui transcende les divisions de classes. Dans la « nouvelle » Afrique du Sud, une infime minorité, la bourgeoisie blanche, continue à posséder 87 % des terres et 90 % de la richesse productive. Et l'ANC s'est engagé à défendre le statu quo capitaliste, dont le fondement a toujours été et continue à être la surexploitation du travail des Noirs.

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

En tant que marxistes, nous savons que les forces productives constituent le squelette, la structure économique de la société. Tous les rapports légaux, politiques, religieux et culturels sont des aspects de la superstructure qui repose sur les forces productives. L'exploitation capitaliste est défendue par l'Etat – un organe d'oppression de classe constitué par les flics, les tribunaux, les prisons et l'armée. Les femmes subissent une oppression spécifique au travers de l'institution de la famille, une unité économique et sociale qui est, avec les institutions religieuses, un pilier de la réaction sociale. Les femmes pauvres et les ouvrières sont les esclaves des esclaves, et ont pour rôle d'élever une nouvelle génération de travailleurs exploités.

Loin d'adoucir la condition des femmes, l'introduction du capitalisme par les impérialistes a conduit à la perpétuation et au renforcement des aspects les plus rétrogrades de la culture tribale – par exemple le *lobola*, le prix de l'épousée. Le système de polygamie imposée, une institution d'esclavage pour les femmes, est un autre exemple de coutume barbare ancienne – une relique d'une culture agricole et esclavagiste – qui a été renforcée par le capitalisme de l'apartheid. Le processus d'inculcation de ces coutumes commence tôt : les petites filles sont kidnappées très jeunes et placées de force dans des « écoles tribales » où des femmes âgées leur apprennent une soumission totale envers les hommes, et comment être les porteuses de la culture traditionnelle pour la génération suivante.

Les hommes achètent leurs femmes – qui sont souvent encore des enfants – en payant traditionnellement avec du bétail et aujourd'hui le plus souvent en argent liquide. Quand la femme met au monde des enfants, ceux-ci deviennent également la propriété de l'homme ; et la femme perd donc ses enfants si elle le quitte. Ce sys-



Dans les environs de Johannesburg, des travailleurs immigrés zoulous sont obligés de vivre dans des casernes sordides, séparés de leurs familles.

Suite page 14

Afrique du Sud...

Suite de la page 13

tème – dans lequel les femmes sont totalement dépendantes du travailleur masculin et lui sont totalement soumises – convient tout à fait aux propriétaires modernes des mines et des usines. Et le capitalisme moderne, en dressant les ouvrières sous-payées contre leurs frères de classe, cherche à saper les acquis salariaux arrachés par les luttes syndicales. Ceci engendre des réactions d'hostilité envers les ouvrières. Ce n'est pas un hasard si les viols et autres violences contre les femmes sont monnaie courante aujourd'hui en Afrique du Sud.

Le sort des femmes et leur lutte pour l'émancipation pleine et entière sont liés à la lutte de classe prolétarienne contre le capitalisme. Nous luttons pour mettre fin aux pratiques patriarcales qui oppriment les femmes, comme le système de polygamie et le prix de l'épousée – des héritages de l'arriération sociale qui sont défendus par les réactionnaires tribaux de mère avec les capitalistes. Depuis le début de la société de classes, il y a des milliers d'années, l'institution de la famille est la source fondamentale de l'assujettissement des femmes en tant qu'esclaves domestiques dépendantes. Dans une économie planifiée socialiste, la famille en tant qu'unité sociale sera remplacée par la socialisation de la garde et des soins aux enfants ainsi que des tâches ménagères. Alors seulement sera-t-il possible de nouer des rapports librement et sans contrainte économique.

Nous nous battons pour l'égalité pleine et entière pour les femmes, et pour leur

ségrégation qui sévissait dans le Sud des Etats-Unis. Les Noirs africains, qui représentent environ 80 % de la population, ainsi que les groupes moins importants numériquement des Métis et des Sud-Africains originaires du sous-continent indien, avaient tous été transformés en étrangers, en parias dans leur propre pays. Les propriétaires noirs avaient été chassés de toutes les terres décrétées « blanches », c'est-à-dire de toutes les terres ayant quelque valeur. Les non-Blancs n'avaient pas de droits de propriété; tous les déplacements étaient contrôlés par les lois sur le *pass* [permis de circuler]; les mariages mixtes étaient interdits.

Des êtres humains étaient réduits au statut d'« unités de travail » – c'était le terme habituellement utilisé – et stockés dans des casernes pour ouvriers. Le Riotous Assemblies Act [loi sur les attroupements séditieux] et le Suppression of Communism Act [loi pour la répression du communisme] interdisaient toute activité politique créant « des sentiments d'hostilité entre les habitants européens [...] et les Métis et indigènes ». Les contrevenants pouvaient être expulsés sur le champ du district ou même du pays tout entier. Beaucoup le furent, et beaucoup furent purement et simplement assassinés par la police.

Le Population Registration Act [loi sur l'enregistrement de la population], le Group Areas Act [loi qui organisait la ségrégation de l'habitat] et de nombreuses autres lois avaient pour objectif la séparation complète des races: 90 % des Métis étaient confinés dans la province du Cap occidental, et 90 % des Indiens dans le Natal, à l'est du pays. Toutes les zones



« Le partage du pouvoir » pour les dirigeants capitalistes racistes: Nelson Mandela (au centre), Thabo Mbeki – son successeur à la tête de l'ANC –, et l'ancien dirigeant de l'apartheid, F.W. De Klerk, applaudissent la nouvelle constitution, en 1996.

ment aucun moyen de subsister. L'idée était que les hommes émigreraient vers les mines, vivraient dans des casernes, travailleraient presque jusqu'à ce que mort s'ensuive, et retourneraient ensuite dans leur « homeland » quand ils ne seraient plus productifs. Les femmes et les enfants resteraient dans les bantoustans, à des centaines de kilomètres de distance, à moins qu'une femme réussisse à s'échapper – en laissant ses enfants à d'autres membres de la famille – pour devenir domestique dans une famille blanche. Dans les banlieues résidentielles blanches de Johannesburg, on peut encore voir des groupes de femmes de chambre et de nurses en uniforme assises sur le bord du trottoir à l'heure de la pause.

Après les élections de 1994, la constitution démocratique bourgeoise la plus libérale de l'histoire a été promulguée. En voici un échantillon: « L'Etat ne peut pratiquer de discrimination injuste, directement ou indirectement, contre quiconque, sur la base d'un ou plusieurs motifs, y compris la race, le sexe, la grossesse, le statut marital, les origines ethniques ou sociales, la couleur, l'orientation sexuelle, l'âge, les handicaps, la religion, les opinions, les croyances, la culture, la langue et la naissance. » Mais ces belles paroles ne peuvent pas être mises en pratique, parce que pour obtenir même ces droits démocratiques élémentaires il faut briser le système de profit rapace, qui reste intact. En fait, la constitution défend aussi explicitement le droit de propriété privée – au cas où quelqu'un voudrait prendre au sérieux la rhétorique socialiste passée de l'ANC.

L'impérialisme et le nationalisme de l'ANC

A l'exception des spartacistes, tous ceux qui se proclament socialistes en Afrique du Sud soutiennent, d'une manière ou d'une autre, le gouvernement « tripartite » dirigé par l'ANC, un régime bourgeois. Dans les élections de 1994, nous étions opposés à tout vote pour l'ANC ou pour toute autre composante du front populaire nationaliste et nous appelions, au contraire, à l'indépendance de classe prolétarienne. La rhétorique de l'ANC sur la « nation arc-en-ciel » et la « construction de la nation » est une couverture pour la perpétuation de la misère capitaliste et de la terreur anti-immigrés, ainsi que pour les aspirations impérialistes régionales de la bourgeoisie sud-africaine. Quand le dirigeant congolais Laurent Kabila a parlé de nationaliser une ligne de chemin de fer, c'est Nelson Mandela lui-même qui est intervenu pour s'y opposer, parce que la voie ferrée en question était détenue en partie par des intérêts impérialistes. Thabo Mbeki, qui a récemment remplacé Mandela à la tête de l'ANC, dîne avec le milliardaire Bill Gates et veille à ce que les mesures d'austérité exigées par la Banque mondiale soient appliquées.

Les nationalistes de l'ANC défendent les frontières d'Etat que les colonialistes britanniques ont arbitrairement tracées en

1910 pour l'ancienne Union sud-africaine, des frontières qui n'ont rien à voir avec les groupes tribaux ou ethniques. Les travailleurs immigrés qui viennent de l'autre côté de ces frontières subissent d'abominables traitements; par exemple, les fermiers blancs recrutent des travailleurs mozambicains, et appellent les flics le jour de la paye pour les faire expulser. Les flics, les tribunaux et l'armée qui défendaient l'apartheid sont restés en place. Plusieurs femmes ministres dans le gouvernement de l'ANC dirigent un centre d'expulsion qui est un organisme à but lucratif rempli de travailleurs immigrés désespérés. L'ANC présente ça fièrement comme un exemple de Noirs cherchant à jouer « un rôle dans l'économie » – rôle qui consiste pour ces femmes à aider à saigner à blanc les masses laborieuses sud-africaines et immigrées.

Un autre exemple de « contribution à la construction de la nation » est donné par les auditions de la « commission vérité et réconciliation » de Desmond Tutu, qui se poursuivent pour absoudre d'infâmes assassins de l'apartheid. Ces auditions sont destinées à jouer le rôle de soupapes de sûreté pour la légitime colère de ceux dont les familles et les camarades ont été assassinés, torturés ou emprisonnés par le régime sanguinaire de l'apartheid. L'important, ici, c'est que les assassins et les tortionnaires sont toujours au pouvoir!

Certains pourraient demander, « Pourquoi le régime de Mandela ne peut-il changer ça? » Les réformistes et les libéraux applaudissent l'ANC pour avoir dirigé la lutte de « libération », et prétendent que la victoire contre l'apartheid a été obtenue grâce aux sanctions économiques imposées par les puissances impérialistes occidentales. C'est un mensonge. Comment se fait-il alors que Nelson Mandela ait été propulsé des horreurs de l'emprisonnement à Robben Island au pinacle du gouvernement au Cap?

De plus en plus, les structures rigides de l'apartheid avaient commencé à entrer en conflit avec le besoin de main-d'œuvre noire qualifiée pour accroître les profits. En même temps, le développement d'un prolétariat noir puissant et organisé représentait une menace croissante pour le système de capitalisme d'apartheid tout entier. La révolte des townships et les grèves de masse du milieu des années 1980 avaient desserré le contrôle rigide que l'Etat de l'apartheid exerçait sur les masses noires urbaines. En 1985, la puissante fédération syndicale COSATU, qui réunissait un grand nombre de syndicats industriels noirs en plein développement, était formée. Le niveau d'agitation sociale était reflété par le fait que beaucoup d'ouvriers et de jeunes Noirs adhéraient à la cause du communisme et étaient attirés – à tort – vers le SACP.

La mise en place d'un gouvernement dominé par l'ANC en 1994 était aussi directement liée à la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique qui avait eu lieu quelques années plus tôt. L'Union soviétique avait



Des Mozambicains tentent de traverser la frontière vers l'Afrique du Sud. Le gouvernement dirigé par l'ANC organise les expulsions des travailleurs immigrés et des réfugiés.

intégration complète dans le monde du travail. Nous sommes pour le principe « à travail égal, salaire égal », pour l'avortement libre et gratuit dans le cadre de soins médicaux gratuits et de qualité pour tous. L'élimination de l'oppression des femmes nécessite un gigantesque saut en avant, très loin de la situation matérielle existante – et ceci ne pourra être réalisé que par une révolution socialiste, pas seulement en Afrique du Sud mais par la création d'une économie planifiée internationale basée sur l'augmentation de la production humaine pour les besoins de tous. Autrement dit, la libération des femmes ne pourra devenir réalité indépendamment de l'émancipation de la classe ouvrière tout entière. Nous travaillons à construire un parti révolutionnaire internationaliste, tribun de tous les opprimés, qui prendra la tête du prolétariat pour balayer le système capitaliste dans le monde entier.

De l'Etat policier de l'apartheid à la « démocratie » du néo-apartheid

Ceux qui sont venus à la conscience politique dans les années 1990 ne réalisent peut-être pas pleinement combien le système raciste que le capitalisme du XX^e siècle avait créé en Afrique du Sud était monstrueux. L'apartheid n'était pas juste une version poussée à l'extrême du type de

urbaines avaient des quartiers résidentiels clôturés et séparés, dont la création avait nécessité des transferts massifs de populations. Toute intégration et tout brassage tribal, choses naturelles pour une population de plus en plus urbanisée, étaient consciemment combattus. Des villes entières qui étaient auparavant intégrées racialement furent rasées. Aujourd'hui, au musée, on peut voir des ruines du District 6 du Cap, un quartier intégré rasé à coups de bulldozer. Il était courant d'être emprisonné plusieurs fois de suite pour violation des lois sur le *pass*, et la prison signifiait souvent la torture et la mort.

L'Immorality Act [loi sur l'immoralité] et le Prohibition of Mixed Marriages Act [loi sur l'interdiction des mariages mixtes] interdisaient tout contact sexuel entre races. L'Abortion and Sterilisation Act [loi sur l'avortement et la stérilisation] de 1975 visait à contrôler l'accroissement de la population noire. Des ouvrières et des écolières de Soweto furent contraintes de subir des injections contraceptives, et il y eut de nombreux cas de stérilisation et de poses de stérilets forcées. En même temps, les avortements clandestins tuaient des milliers de Noires. Les Noires ne pouvaient ni signer de contrats ni hériter.

Les « homelands bantous » furent créés à partir des terres les moins fertiles, les plus désolées, où il n'y avait économique-

soutenu l'ANC et son fidèle allié, le SACP. Comme d'autres mouvements nationalistes petits-bourgeois du « tiers monde », l'ANC cherchait à manœuvrer entre Moscou et Washington. Mais avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, Mandela et Cie sont allés plaider leur cause auprès des Etats-Unis et des autres puissances impérialistes. Leurs parrains impérialistes ont arrangé l'accord de « partage du pouvoir » entre l'ANC et le Parti nationaliste de l'apartheid, et l'ont célébré dans tous les centres de la finance occidentale quand il s'est réalisé.

Les femmes et la lutte anti-apartheid

Les historiens qui essaient d'écrire sur les luttes des femmes noires en Afrique du Sud ont noté que cette histoire est difficile à reconstruire, parce qu'il était interdit d'écrire sur ce sujet. Néanmoins, il y a une longue histoire de femmes activistes noires qui ont organisé la lutte contre les lois sur le pass de l'apartheid, le boycott des loyers trop élevés, les mobilisations contre les prix des transports et la défense du droit de fabriquer de la bière.

Jusqu'en 1913, seuls les hommes étaient obligés d'avoir des pass. De 1913 à 1920, les femmes noires menèrent une des seules campagnes de protestation victorieuses contre les lois sur le pass. Les femmes de l'Etat libre d'Orange refusèrent de porter des pass, et des centaines d'entre elles furent jetées en prison. Les prisons des petites localités rurales étaient tellement remplies de femmes arrêtées pour cet acte de résistance que beaucoup d'entre elles furent transportées, en charrette ou à pied, vers d'autres prisons. Le gouvernement fit finalement machine arrière, et les femmes ne portèrent pas de pass jusqu'aux années 1950, quand elles s'installèrent en nombre croissant dans les villes. En 1956, une marche sur Pretoria pour protester contre les lois sur le pass rassembla 20 000 femmes – principalement des Noires, mais aussi des Métisses, des Indiennes et des Blanches. Alors que les manifestations se poursuivaient dans tout le pays, les maîtres de l'apartheid répliquèrent en incendiant des maisons et en multipliant les passages à tabac, les fusillades, les arrestations et les bannissements. Lors du massacre de Sharpeville, en mars 1960, la police ouvrit le feu sur des milliers de Noirs qui manifestaient contre les lois sur le pass, tuant 69 personnes.

Après la Deuxième Guerre mondiale, à mesure qu'un nombre croissant de femmes métisses, indiennes et noires étaient intégrées au prolétariat moderne, les ouvrières commencèrent également à jouer un rôle dirigeant dans les luttes ouvrières. Dans les années 1940 et 1950, les ouvriers des industries alimentaires et des conserveries des régions horticolas du Cap oriental étaient largement dirigés par des femmes, tant métisses que noires. Dans le Transvaal, les femmes noires furent poussées vers les villes par une paupérisation croissante, et plus de la moitié d'entre elles furent employées dans l'industrie textile. Le syndicat des ouvriers du textile y organisa une section pour les ouvrières noires avant même d'admettre en son sein les hommes noirs. En 1954 à Johannesburg, des femmes noires syndiquées se mobilisèrent contre des réductions de salaire racistes face aux tentatives constantes des employeurs de dresser les uns contre les autres les ouvriers blancs, noirs et métis. Deux ans plus tard, à Port Elizabeth, les propriétaires des conserveries furent contraints de reculer face à des manifestations contre les lois sur le pass, basées sur les usines et dirigées par des femmes noires.

Les lois sur le pass faisaient partie d'une législation de plus en plus draconienne sur les lieux de résidence, sur les restrictions aux déplacements et sur les exclusions des organisations syndicales, législation qui chassa les femmes des zones urbaines – et de leurs emplois. Pour beaucoup d'entre elles, tout ce qui restait dans les villes c'étaient les emplois de domestiques. Pourtant, les femmes noires conti-



Les femmes ont joué un rôle héroïque dans la lutte anti-apartheid : ci-dessus, à Johannesburg en 1957, manifestations contre les lois sur le « pass ». En 1959, répression d'une manifestation de femmes par les flics de l'apartheid (ci-dessous).



naient à entrer dans l'industrie, et les années 1970 et 1980 furent marquées par une montée de la combativité. A Durban, de 1972 à 1974, des grèves de masse paralysèrent presque totalement la ville. Ces grèves étaient très significatives. Elles remirent en cause l'atmosphère d'intimidation et de silence forcé qui avait été imposée au pays à la suite du massacre de Sharpeville, en 1960. Dans certaines usines textiles, les femmes africaines furent les premières à débrayer.

En 1973, les trieuses des ateliers de confection de Pinetown se mirent en grève. A la fin de la journée, toutes les usines d'une des plus grandes sociétés multinationales du Natal étaient paralysées par des grèves qui durèrent jusqu'à sept jours et se terminèrent par des concessions salariales. Les grèves se multiplièrent pendant toute l'année 1974 dans les usines textiles du Cap oriental, où étaient concentrées les femmes noires et indiennes. En 1980, quand des grèves encore plus massives éclatèrent, les femmes représentaient jusqu'à 70 % de la main-d'œuvre de ces usines. A Port Elizabeth, les femmes métisses qui luttaient pour la reconnaissance des droits syndicaux déclenchèrent un boycott international des batteries Eveready en 1978. Dans la province du Cap du sud, les femmes noires et métisses dirigèrent la grève la plus significative dans l'industrie alimentaire et de la conserve, dans les années 1970, et remportèrent une victoire après un boycott national et sept mois de lutte.

Forgeons un parti bolchévique !

Les groupes politiques qui sont simplement l'aile gauche de l'ordre capitaliste existant ne peuvent pas libérer les femmes, ni d'ailleurs qui que ce soit. Les nationalistes petits-bourgeois comme l'Azanian People's Organisation et le Pan Africanist Congress, tout comme la gauche réformiste et centriste, jouent tous le rôle de groupes de pression sur l'ANC et s'attendent à une longue période de stabilité capitaliste pour l'Afrique du Sud. Pour sa part, le SACP réformiste est la chaîne qui lie les ouvriers les plus combattifs et les plus conscients politiquement à leurs ennemis de classe, à travers le front populaire nationaliste. Dans le cadre de la lutte pour un parti prolétarien révolutionnaire, nous cherchons à arracher les ouvriers politiquement les plus avancés à l'emprise du SACP.

La Workers' Organisation for Socialist Action (WOSA), liée au groupe réformiste Socialist Action aux Etats-Unis, était derrière le « Workers List Party » (WLP) qui s'est présenté aux élections de 1994. Nous avons donné un soutien critique au WLP parce qu'il se présentait contre l'ANC, et qu'il traçait de façon rudimentaire une ligne de démarcation de classe contre le nationalisme bourgeois. Mais tout en prétendant représenter une alternative ouvrière, il n'a jamais critiqué directement l'ANC en tant que parti capitaliste. En fait, la WOSA fait systématiquement écho à la rhétorique de « construction de la nation » de l'ANC, et nie la réalité des conflits ethniques et tribaux qui deviennent de plus en plus exacerbés sous le gouvernement bourgeois de l'ANC. Plus récemment, la WOSA a essayé de mettre sur pied une coalition hétéroclite antiléniniste qui rejette la Révolution bolchévique de 1917 en tant que référence toujours valide (voir « 'Death of communism' Confab in South Africa » [Bavardages du type « mort du communisme » en Afrique du Sud], *Workers Vanguard* n° 682, 16 janvier).

Les réformistes de la Socialist Workers Organisation, qui est l'homologue du Socialist Workers Party de Tony Cliff en Grande-Bretagne et de l'International Socialist Organization aux Etats-Unis, ont soutenu l'ANC en 1994. Le trait distinctif de ce groupe a été sa capitulation devant l'impérialisme de guerre froide, quand il a refusé de défendre ce qui restait des acquis de la Révolution russe et qu'il a applaudi les contre-révolutions capitalistes qui ont détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les Etats ouvriers bureaucratiquement

déformés d'Europe de l'Est.

La révolution d'Octobre a montré la voie pour des pays comme l'Afrique du Sud. Sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, la classe capitaliste a été expropriée, et un Etat ouvrier a été érigé sur la base d'une économie planifiée et collectivisée – la condition indispensable d'une société socialiste égalitaire. Ceci a eu lieu dans un pays où la classe ouvrière était numériquement faible mais socialement concentrée, avec une immense paysannerie arriérée et de nombreuses minorités nationales. La Révolution bolchévique a été la plus grande défaite pour l'impérialisme mondial, et la plus grande victoire pour la classe ouvrière mondiale. Elle représentait un énorme bond en avant, en particulier pour les femmes.

Les bolchéviks savaient qu'on ne peut pas simplement abolir les fonctions économiques de la famille, mais qu'il faut les remplacer. Le gouvernement soviétique a immédiatement supprimé tous les obstacles à l'égalité devant la loi, a donné le droit de vote aux femmes et a brisé l'emprise de l'Eglise sur le mariage et le divorce en en faisant de simples formalités d'état-civil. Les bolchéviks ont légalisé l'avortement, créé des écoles d'alphabétisation, interdit la discrimination contre les homosexuels, aboli le concept d'enfant illégitime et ont mis en place des crèches, des restaurants et des laveries communautaires. Dans un pays isolé et arriéré, leurs efforts ne pouvaient qu'ébaucher ce qui était possible pour les femmes si la révolution socialiste s'était étendue aux pays industriels avancés. La consolidation de la bureaucratie stalinienne, dont le dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » glorifiait l'arriération du jeune Etat soviétique et s'opposait à l'extension internationale de la révolution, conduisit à un retour en arrière par rapport à la politique des bolchéviks, y compris dans de nombreux domaines touchant les femmes. Nous nous réclamons de la tradition internationaliste révolutionnaire des bolchéviks.

Pour les ouvriers sud-africains, l'internationalisme révolutionnaire est une question de vie ou de mort. Une révolution prolétarienne dans ce pays serait immédiatement confrontée aux impérialistes, et en particulier à l'impitoyable bourgeoisie américaine. Un allié évident et crucial d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs en Afrique du Sud se trouvera chez les ouvriers noirs politiquement conscients aux Etats-Unis. Les Noirs américains ont toujours vu en l'apartheid sud-africain le miroir de leur oppression en tant que caste de race et de couleur dans ce pays, et un parti révolutionnaire aux Etats-Unis aura une importante composante noire. Ces liens ne peuvent être forgés qu'en construisant des partis d'avant-garde internationalistes en Afrique du Sud et aux Etats-Unis. Et c'est seulement en luttant pour des partis trotskystes, parties intégrantes d'une Quatrième Internationale reforgee, que la lutte pour l'émancipation des femmes dans le monde entier pourra aller de l'avant, parce que seul un tel parti d'avant-garde a un programme pour les libérer. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste ! Pour un parti ouvrier bolchévique tribun du peuple ! Pour la révolution socialiste mondiale !

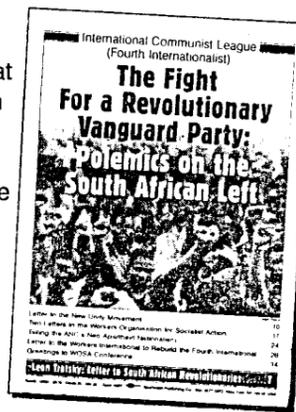
Une brochure de la LCI

Des lettres et des articles présentant la position marxiste sur des questions fondamentales en débat dans la gauche sud-africaine ; pour une opposition révolutionnaire prolétarienne au gouvernement de « néo-apartheid » de l'ANC, désormais bourgeois-nationaliste ; le débat à propos du « parti ouvrier de masse » ; le programme trotskyste de la révolution permanente contre la doctrine de la « construction de la nation » dans les pays coloniaux et néo-coloniaux.

5 FF

Pour toute commande :

écrire au *Bolchévik*, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Les femmes et la révolution permanente en Afrique du Sud



Chris Qwazi



Mbuzeni Zulu

Le régime de néo-apartheid de l'ANC perpétue la surexploitation des masses travailleuses noires et l'oppression des femmes. Squatters vivant dans la pauvreté rurale (à gauche), des ouvrières noires de la SA Dried Fruit manifestant contre l'augmentation du racisme et du sexisme au travail (à droite).

Cet article, traduit de Workers Vanguard n° 684 (13 février), est basé sur une présentation de la camarade Karen Cole dans des forums de la Spartacist League/US en Californie.

Cela fait maintenant presque quatre ans que le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela a proclamé une Afrique du Sud « non raciale » et pris en main les rênes du gouvernement. L'élection d'un gouvernement dominé par l'ANC symbolisait officiellement la fin d'un système raciste d'apartheid profondément enraciné. Mais ce qui existe aujourd'hui, c'est un capitalisme de néo-apartheid, un système qui reste basé sur la surexploitation brutale des travailleurs noirs. Ce régime de néo-apartheid dirige le pays pour le compte et dans les intérêts de la classe dirigeante capitaliste blanche, qui continue à tenir sous son joug l'immense majorité de la population noire, métisse et indienne.

Les nationalistes bourgeois de l'ANC sont aidés en cela par le Parti communiste sud-africain (SACP) et la direction du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), dominée par le SACP, qui font cause commune dans l'« alliance tripartite », un front populaire nationaliste dans lequel les organisations ouvrières sont enchaînées au char du nationalisme bourgeois, et à travers lui aux exploiters capitalistes. Les espoirs des masses africaines noires ont été dans une large mesure déçus.

Le chômage qui frappe les ouvriers noirs – avec des taux qui atteignent jusqu'à 50 % – est en fait plus important au

jourd'hui qu'auparavant. Les logements que l'ANC avait promis aux millions d'habitants des bidonvilles délabrés des townships urbaines ou des coins perdus des campagnes se sont révélés être une cruelle tromperie. Loin d'avoir éliminé l'exploitation brutale, l'oppression et la pauvreté que subit l'immense majorité de la population, ni même de les avoir soulagées sensiblement, l'ANC au gouvernement joue le rôle d'hommes de paille noirs pour les exploiters capitalistes blancs, comme nous avions annoncé qu'il le ferait.

Femmes et Révolution

Ceci apparaît le plus clairement dans la condition des femmes dans la « nouvelle » Afrique du Sud. Alors que la loi de février 1997 légalisant l'avortement est très libérale sur le papier, le gouvernement ne veut pas l'appliquer, et ne le peut pas. La classe capitaliste, en général, est contre l'accès gratuit à l'avortement (sauf pour ses propres filles), parce que cela permettrait aux femmes de ne pas être totalement assujetties à la structure familiale. Cette nouvelle loi a suscité une violente contre-offensive idéologique de l'Eglise réformée hollandaise (afrikaner), de l'Eglise catholique et des chefs tribaux traditionnels.

Mais les vrais obstacles à l'accès à l'avortement sont les conditions matérielles – absence d'équipement médical, de locaux, de médecins. L'hôpital de Johannesburg, le plus moderne de la plus grande ville du pays, ne peut réaliser chaque jour

que 4 avortements alors qu'il faudrait en pratiquer 44. Au nom de l'élimination des doubles structures de l'apartheid – pour les Blancs et pour les Noirs – on ferme des hôpitaux et des cliniques autrefois ségrégués. Dans les townships noirs, beaucoup de cliniques ne sont qu'un assemblage de containers pour camions. Dans les campagnes, il y a un médecin pour 10 000 ou 30 000 habitants. Submergés par un développement épidémique de la tuberculose et d'autres maladies engendrées par la pauvreté, ainsi que par la très grande augmen-

tation des cas de sida, les travailleurs de la santé peuvent à peine faire face aux maladies des voies respiratoires et aux empoisonnements à la paraffine provoqués par des réchauds dangereusement rudimentaires. Seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste existant peut ne serait-ce que commencer à répondre aux besoins de santé des femmes et à éradiquer cette dégradation et cette misère meurtrières.

Une autre question brûlante est celle des travailleurs migrants, contraints à être séparés de leurs familles : les hommes qui travaillent dans les villes prennent une femme à la ville et une femme à la campagne et les hommes des régions rurales peuvent tout simplement avoir plusieurs femmes qui leur servent d'esclaves personnelles et de sources de revenus supplémentaires. Le travail migrant reste pourtant

une des bases du capitalisme de néo-apartheid. Mandela ne peut pas le démanteler, parce que ces institutions contribuent à rendre rentable pour les impérialistes l'extraction de l'or, qui est une activité à haute intensité de main-d'œuvre. Aujourd'hui, des membres de l'ANC siègent aux conseils d'administration de ces sociétés. Un parti révolutionnaire d'avant-garde expropriera les propriétaires des mines et les industriels sans compensations.

Le mécontentement croissant des masses, y compris des ouvrières, est évident en Afrique du Sud. L'une des premières grèves à avoir défié le gouvernement dirigé par l'ANC a été une grève des infirmières en septembre-octobre 1995, et ça a été aussi une des premières à être brisées (voir « Le régime de Mandela s'attaque aux travailleurs noirs », *le Bolchévik* n° 137, mars-avril 1996). Les infirmières dénonçaient en la personne de Mandela le « chauffeur du train des privilèges ». Le « train des privilèges » est le sobriquet péjoratif pour la fine couche de Noirs qui ont réussi dans la « nouvelle » Afrique du Sud. Les infirmières furent abandonnées par les bureaucrates du SACP et du COSATU, qui qualifièrent la grève de « contre-révolutionnaire ». Au lendemain de la grève, 60 000 infirmières furent licenciées dans la province du Cap oriental, où le gouvernement régional était dirigé par le SACP. C'est le visage de briseur de grève du nationalisme. Plus récemment, le COSATU a reporté et annulé des manifestations pour exiger les congés maternité et les crèches, exigences qu'il soutient sur le papier.